

Séance du 29 août 2016

Présents : M. DEBLIRE, *Bourgmestre-Président*;
M. REMACLE, Mmes MASSON, HEYDEN, M. WILLEM, *Echevins*
MM. BERTIMES, GENNEN, BRIOL, RION, ENGLEBERT, GERARDY, Mmes
DESERT, LEBRUN, CAPRASSE, MM. DENIS, BOULANGE, BODSON, Mme
FABRY, *Conseillers communaux*
Mme A.C. PAQUAY, *Directrice générale*

Séance publique

1. Fabriques d'église (Salmchâteau, Ville-du-Bois) – Budget 2017 – Approbation
2. Implantation d'une cabine électrique à Grand-Halleux – Constitution d'un bail emphytéotique au profit de la Scrl ORES – Décision
3. Règlement général de police – Modifications - Approbation
4. Vente de terrains communaux – Décisions de principe
5. Mise à disposition d'un bien communal au Tiennemesse – Asbl « La Salmiote » - Décision
6. Ancienne caserne « Ratz » de Rencheux – Mise en œuvre du dossier « micro-zone » - Aménagement du parade ground – Reprise de l'éclairage public – Décision
7. Eclairage public – Ajout d'un point lumineux à Ville-du-Bois – Décision
8. Ancrage communal – Aménagement d'appartements dans la gare de Vielsalm – Marché public de travaux – Plans, devis et cahier des charges – Mode de passation – Approbation
9. Fourniture de matériel de sécurité routière – Marché public de fournitures – Adhésion à la centrale de marchés de la Province de Luxembourg – Approbation
10. Appel à projets "La Wallonie à vélo" - Aménagement d'un abri et de parkings pour vélos au camping communal de Grand-Halleux - Marché public de fournitures – Cahier spécial des charges et estimation – Mode de passation – Approbation
11. Budget communal – Modifications budgétaires n° 1 – Approbation par l'autorité de tutelle – Notification
12. Convention d'adhésion au « Panathlon Wallonie-Bruxelles » - Renouvellement – Décision
13. Octroi de subventions - Budget 2016 - Service ordinaire – Approbation
14. Adhésion au projet « Ville Amie Démence » - Ligue Alzheimer – Décision
15. Enseignement communal – Règlement d'Ordre Intérieur – Approbation
16. Enseignement communal – Organisation de cours de langue et de natation sur fonds propres – Approbation
17. Procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 2016 - Approbation
18. Divers

Le Conseil communal,

1. Fabriques d'église (Salmchâteau, Ville-du-Bois) – Budget 2017 – Approbation

SALMCHATEAU

Vu la Constitution, ses articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, son article 6, §1^{er}, VIII, 6 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014 ;

Vu le budget de la fabrique d'église de Salmchâteau pour l'exercice 2017, voté en séance du Conseil de fabrique du 20 juin 2016 et parvenu complet à l'autorité de tutelle le 29 juin 2016 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 du Ministre Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs Locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus et aux pièces justificatives;

Vu les pièces justificatives jointes en annexe ;

Considérant que l'organe représentatif du culte a transmis sa décision le 1^{er} juillet 2016 et a arrêté et approuvé le budget précité ;

Considérant que le budget susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants alloués par la fabrique d'église de Salmchâteau pour l'exercice 2017 ;

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE à l'unanimité

Article 1^{er} : Le budget de la fabrique d'église de Salmchâteau pour l'exercice 2017, voté en séance du Conseil de fabrique du 20 juin 2016 est approuvé comme suit :

Recettes ordinaires totales	18.807,08 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	17.556,02 €
Recettes extraordinaires totales	7.454,16 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0
- dont un boni estimé de l'exercice 2015 de :	6.954,16 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	10.421,24 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	15.840 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	500 €
Recettes totales	26.261,24 €
Dépenses totales	26.261,24 €
Excédent	0

Art. 3 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

VILLE-DU-BOIS

Vu la Constitution, ses articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, son article 6, §1^{er}, VIII, 6 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014 ;

Vu le budget de la fabrique d'église de Ville-du-Bois pour l'exercice 2017, voté en séance du Conseil de fabrique du 19 juillet 2016 et parvenu complet à l'autorité de tutelle le 25 juillet 2016 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 du Ministre Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs Locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus et aux pièces justificatives;

Vu les pièces justificatives jointes en annexe ;

Considérant que l'organe représentatif du culte a transmis sa décision le 16 août 2016 et a arrêté et approuvé le budget précité ;

Considérant que le budget susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants alloués par la fabrique d'église de Ville-du-Bois pour l'exercice 2017 ;
 Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,
ARRETE à l'unanimité

Article 1^{er} : Le budget de la fabrique d'église de Ville-du-Bois pour l'exercice 2017, voté en séance du Conseil de fabrique du 19 juillet 2016 est approuvé comme suit :

Recettes ordinaires totales	4.028,84 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	3.041,84 €
Recettes extraordinaires totales	2.182,16 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0
- dont un boni estimé de l'exercice 2015 de :	2.182,16 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.902 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	3.309 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0
Recettes totales	6.211 €
Dépenses totales	6.211 €
Excédent	0

Art. 3 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- **à l'organe représentatif du culte concerné.**

2. Fabrique d'église de Provedroux – Compte 2015- Approbation

Ce point, non inscrit à l'ordre du jour, est accepté en urgence à l'unanimité des membres présents.

Vu la Constitution, ses articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, son article 6, §1^{er}, VIII, 6 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 du Ministre Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs Locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus et aux pièces justificatives;

Vu le compte de la fabrique d'église de Provedroux pour l'exercice 2015, voté en séance du Conseil de fabrique du 16 août 2016 et parvenu complet à l'autorité de tutelle le 23 août 2016 ;

Vu les pièces justificatives jointes en annexe ;

Considérant que l'organe représentatif du culte a transmis son avis en date du 22 août 2016 ;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église de Provedroux au cours de l'exercice 2015 ;

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE à l'unanimité

Article 1^{er} : Le compte de la fabrique d'église de Provedroux pour l'exercice 2015, voté en séance du Conseil de fabrique du 16 août 2016 est approuvé comme suit :

Recettes ordinaires totales	604,42 €
-----------------------------	----------

- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0 €
Recettes extraordinaires totales	30.856,41 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	30.856,41€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.300,091€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	6.432,70 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0 €
Recettes totales	31.460,83 €
Dépenses totales	7.732,79 €
Résultat comptable	23.728,04€

Art. 3 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné.

Monsieur Philippe GERARDY entre en séance.

3. Implantation d'une cabine électrique à Grand-Halleux – Constitution d'un bail emphytéotique au profit de la Scrl ORES – Décision

Vu le courrier reçu le 14 juillet 2016 par lequel Messieurs Luc Colling et Jean-Marc Achen, respectivement Directeur de Région et Chef du service Bureau d'Etudes à l'Intercommunale ORES, indiquent que dans le cadre de la modernisation du réseau électrique de Grand-Halleux, il convient de remplacer le transformateur sur poteau par une cabine au sol, à proximité de ce dernier, sur une partie de la parcelle communale sise rue Sculpteur Vinçotte, cadastrée VIELSALM IIIe Division Section A n° 553h ;

Considérant que les statuts de l'Intercommunale Ores Assets, en leur article 45, prévoient que chacune des communes associées doit mettre à la disposition de l'intercommunale, à sa demande, moyennant la conclusion d'un bail emphytéotique, les terrains appropriés nécessaires à la construction des cabines ;

Considérant que le projet de bail prévoit qu'il soit consenti moyennant un canon d'une valeur de 990 euros représentant l'ensemble des redevances pour la durée du bail, d'une durée de 99 ans, payable en une fois au moment de la signature de l'acte authentique relatif au bail ;

Considérant que la constitution de ce droit d'emphytéose a lieu pour cause d'utilité publique, et plus spécialement pour l'exploitation d'une cabine électrique ;

Vu le projet de bail joint à la présente délibération ;

Vu l'échange de vues entre les membres du Conseil communal ;

Vu la loi du 10 janvier 1824 relatif au droit d'emphytéose ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

DECIDE à l'unanimité

1. D'approuver la convention d'emphytéose jointe à la présente délibération, sur la partie de parcelle communale cadastrée Vielsalm IIIe Division Section A n° 553h, telle que cette partie figure en bleu sur le plan joint à la présente ;

2. Le droit d'emphytéose est consenti moyennant une redevance unique de 990 euros, pour la durée du bail (soit 99 années) payée en une seule fois, au moment de la passation de l'acte authentique.

3. La constitution de ce droit d'emphytéose a lieu pour cause d'utilité publique, et plus spécialement pour l'exploitation d'une cabine électrique ;
4. L'acte authentique relatif au bail emphytéotique sera reçu par le Comité d'Acquisition d'Immeubles.

4. Règlement général de police – Modifications – Approbation

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 119, alinéa 1er, 119bis, 133 al 2 et 135, par. 2 ;
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L. 1122-30 ;
Vu le Règlement général de police adopté par le Conseil communal le 29 septembre 2014 ;
Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;
Vu le protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales entre la Commune de Vielsalm et le Procureur du Roi du Luxembourg, tel qu'adopté en séance du Conseil communal le 21 décembre 2015 ;

Considérant qu'au regard des nouvelles dispositions réglementaires et suite à la signature du protocole précité, il est nécessaire d'adapter le Règlement général de police en vigueur sur le territoire communal ;

Entendu le Bourgmestre ;

Vu l'échange de vues entre les membres du Conseil communal duquel il ressort que les membres ne sont pas enthousiastes de voter les modifications apportées au règlement général de police mais qu'ils s'y sentent obligés, compte tenu qu'à défaut, certaines infractions, notamment en matière de roulage, pourraient rester impunies ;

Par ces motifs ;

DECIDE à l'unanimité

De revoir sa délibération du 29 septembre 2014 et d'adopter le nouveau règlement général de police suivant :

CHAPITRE Ier – DISPOSITIONS GENERALES

Définitions : Pour l'application du présent règlement, on entend par :

« bivouac » : Un campement rudimentaire permettant de passer la nuit en pleine nature.

« boisson alcoolisée » : Toute boisson ayant un titre alcoométrique volumique affiché ou toute boisson artisanale contenant de l'éthanol.

« camp de vacances » : Séjour d'un groupe d'enfants membres d'un mouvement de jeunesse reconnu par la Communauté Française, Flamande ou Germanophone ou par l'autorité compétente d'un Etat membre de l'Union Européenne et organisé par celui-ci en un endroit déterminé.

« chien dangereux » : Est considéré comme chien dangereux, le chien déclaré comme tel par le bourgmestre sur base d'un rapport de police établissant que le chien montre ou a montré son agressivité par la volonté de son maître ou non, est connu pour la manifester et/ou appartient à une famille ou à une catégorie reconnue comme étant susceptible de causer des blessures graves ou de présenter un danger pour les personnes ou pour les animaux domestiques.

Dans l'attente d'une législation en la matière, les types de chiens considérés comme dangereux sont répartis en deux catégories : les chiens d'attaque d'une part, les chiens de garde et de défense d'autre part.

Relèvent de la catégorie des chiens d'attaque : les chiens de race staffordshire terrier, les chiens de race american staffordshire terrier, les chiens de race mastiff, les chiens de race tosa, les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques à l'une des races précédentes et les chiens de races croisées au départ des celles visées ci-avant.

Relèvent de la catégorie des chiens de garde et de défense : les chiens de race staffordshire terrier ou bull terrier, pitbull terrier, Doo Argentina(dogue argentin) bull terrier , les chiens de race rottweiler, les chiens de race tosa, les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques à l'une des races précédentes et les chiens de races croisées au départ de celles visées ci-avant.

« déchets ménagers » : les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages et les déchets assimilés à de tels déchets par arrêté du Gouvernement conformément au décret de la Région Wallonne du 27/06/1996 relatif aux déchets.

« gestionnaire de voirie » : l'autorité responsable de la gestion de la voirie- Collège Communal pour les voiries communales et SPW-Direction des routes du Luxembourg (DGO1-32) pour le réseau régional.

« Interdiction temporaire de lieu » : l'interdiction de pénétrer dans un ou plusieurs périmètres précis de lieux déterminés accessibles au public, situés au sein d'une commune, sans jamais pouvoir en couvrir l'ensemble du territoire (article 134 sexies §2 nouvelle loi communale).

« lieu public » : Tout endroit accessible au public, notamment l'espace public, les débits de boissons, les hôtels, auberges, restaurants, lieux de divertissements, magasins, transports en commun, gares... Conformément au §2 de l'article 134 sexies de la nouvelle loi communale, « est considéré comme lieu accessible au public tout lieu situé dans la commune qui n'est pas uniquement accessible au gestionnaire du lieu, à celui qui y travaille ou à ceux qui y sont invités à titre individuel, à l'exception du domicile, du lieu de travail ou de l'établissement scolaire ou de formation du contrevenant. »

« magasin de nuit » : toute unité d'établissement telle que définie dans la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services c'est-à-dire dont la surface commerciale nette ne dépasse pas 150 m², qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers et qui affiche de manière permanente et apparente la mention "magasin de nuit".

« personne morale » : Toute personne relevant du droit public ou du droit privé, créée en vertu d'une loi ou d'une habilitation légale, conférant la personnalité juridique à celle-ci.

« voie publique » : La partie du territoire de la commune affectée en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessible à tous, dans les limites prévues par les lois, arrêtés et règlements.

Art. 1. Sera puni des peines prévues par le présent règlement quiconque qui, par son comportement sur la voie publique ou dans un lieu public, porte atteinte à la sécurité ou la tranquillité publique.

Art. 2. §1er. Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune. Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige, sans qu'il soit dû par la commune une quelconque indemnité.

§2. Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques.

§3. Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet :

- une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question ;
- une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.

Dans les deux cas, il doit être exhibé à toute réquisition de la police ou des agents désignés pour la recherche des infractions au présent règlement général de police.

§4 La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

§5 Lorsqu'une demande d'autorisation est introduite en dehors des délais prescrits par le présent règlement, la recevabilité de celle-ci sera appréciée en fonction de la pertinence du motif invoqué pour justifier le retard.

Art. 3. Quand la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publiques sont compromises par des situations ayant leur origine dans des propriétés privées, le Bourgmestre prend les arrêtés qui s'imposent.

Les titulaires d'un droit concernés par ces arrêtés doivent s'y conformer.

En cas de refus ou de retard d'exécution des mesures prescrites par lesdits arrêtés, ainsi que dans les cas d'impossibilité de les notifier aux intéressés, le Bourgmestre pourra y faire procéder d'office, aux risques et périls des défaillants, lesquels seront tenus solidairement aux frais.

Art. 4. La personne qui ne respecte pas le prescrit des dispositions du présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter.

CHAPITRE II – DE LA PROPETE ET DE LA SALUBRITE PUBLIQUES

Section 1. Dispositions générales

Art. 5. Il est interdit de souiller l'espace public en ce compris les galeries et passages établis sur assiette privée accessibles au public, de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise.

Quiconque a enfreint les dispositions visées ci-dessus doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi il y sera pourvu par les soins de la commune aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 6. Sauf autorisation préalable du Bourgmestre, il est interdit de tracer tout signe ou d'effectuer toute inscription au moyen de quelque produit que ce soit, sur les chaussées et trottoirs de l'espace public.

NB : les graffitis sont sanctionnés par l'art 84.

Art. 7. Les marchands de produits alimentaires destinés à être consommés immédiatement et à l'extérieur ainsi que les organisateurs de manifestation s'assureront que l'espace public aux alentours de leur commerce ou du lieu de la manifestation ne soit pas sali par leurs clients. Ils sont tenus de placer des poubelles en nombre suffisant ainsi que de veiller à leur évacuation conformément au règlement communal sur la gestion des déchets.

Art. 8. Les organisateurs de manifestations sont tenus de remettre les lieux de la manifestation et les abords de ceux-ci immédiatement après la manifestation dans leur pristin état, sauf disposition contraire dans l'acte d'autorisation de celle-ci.

Art. 9. Il est interdit d'uriner ou de déféquer sur l'espace public ainsi que dans les galeries et passages établis sur assiette privée accessibles au public, ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.

Art. 10. Il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur l'espace public toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux errants ou des pigeons, à l'exception des aliments destinés aux oiseaux en temps de gel.

NB : pour les déjections canines, voir art 94§2

Section 2. De l'entretien des trottoirs, accotements et propriétés

Art. 11. Les trottoirs et accotements jouxtant des immeubles habités ou non doivent être maintenus en état de propreté. Ces obligations incombent :

1. pour les immeubles habités, à l'occupant, au propriétaire, titulaire d'un droit ou aux copropriétaires de l'immeuble ou aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux ;
2. pour les immeubles non affectés à l'habitation, aux concierges, portiers, gardiens, ou aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux ;
3. pour les immeubles non occupés ou les terrains non bâtis, à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble.

Art. 12. Le bon état des propriétés immobilières (terrains ou construction) doit être assuré en tout temps, de façon à ne nuire en rien aux parcelles voisines ou aux usagers de l'espace public.

Section 3. Des plans d'eaux, voies d'eau et canalisations.

Art. 13. Il est interdit d'obstruer d'une quelconque manière que ce soit les conduits, fossés et appareillages destinés à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées.

Section 4. De la gestion de certains déchets (voir aussi le règlement communal particulier à la gestion des déchets)

Art. 14. Il est interdit de déposer ou faire déposer des déchets ou des récipients de collecte de déchets de manière telle qu'il présentent une gêne ou un danger pour les usagers de la voie publique.

Art. 15. Il est interdit de déposer, faire déposer, abandonner, conserver, rassembler et stocker des déchets de façon à nuire à l'hygiène et à la propreté publique ou constituer un danger pour la santé publique.

Art. 16. Sauf autorisation du bourgmestre ou de son délégué, il est interdit de déposer et laisser le récipient de collecte ou des déchets le long de la voirie publique à des jours autres que ceux prévus pour la collecte ou avant 20h la veille de la collecte.

Art. 17. Les poubelles publiques servent exclusivement au dépôt de menus objets utilisés par des passants ainsi qu'au dépôt des déjections canines. Il est interdit d'y déposer d'autres objets ou immondices.

Art. 18. L'utilisation de conteneurs disposés sur l'espace public par l'administration communale ou avec l'accord de celle-ci est strictement réservée aux personnes et objets qu'elle a déterminés. Il est interdit d'y déposer d'autres objets ou immondices.

Art. 19. Il est interdit de déposer hors et notamment au pied des poubelles publiques ou conteneurs visés aux articles précédents des déchets quels qu'ils soient, emballés ou non.

Art. 20. Les personnes physiques ou morales ayant conclu une convention avec une société pour l'enlèvement de leurs immondices autres que ménagères doivent informer l'administration communale des jours et heures d'enlèvement.

Cet article ne vise pas les professions libérales telles que médecins, vétérinaires,...

Section 5. Des logements mobiles et campements

Art. 21. Il est interdit, sauf dérogation octroyée par le Bourgmestre, de camper ou de séjourner plus de 24 heures consécutives dans une voiture, un camion, une caravane ou un véhicule aménagé à cet effet sur le territoire de la commune, à tout endroit de l'espace public non aménagé à cet effet. Dans les espaces publics aménagés à cet effet, les utilisateurs sont tenus de se conformer au règlement particulier y afférent.

Section 6. De l'affichage

Art. 22. §1 Il est interdit d'apposer, de faire apposer ou de coller des affiches, tracts, autocollants ou papillons à tout endroit de l'espace public sans en avoir reçu l'autorisation du Bourgmestre et du propriétaire des lieux, ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées dans l'acte d'autorisation.

§2. Les affiches, tracts, autocollants ou papillons apposés en contravention au présent règlement devront être enlevés à la première réquisition de la police, faute de quoi l'autorité procèdera d'office à leur enlèvement aux frais, risques et périls du contrevenant.

§ 3. L'affichage électoral et l'affichage légalement apposé par les officiers ministériels ne sont pas concernés par les alinéas précédents.

Art. 23. Il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, altérer, enlever sans autorisation les affiches, tracts, autocollants ou papillons, posés avec l'autorisation de l'autorité.

Art. 24. Il est interdit de coller ou de suspendre des affiches sur la signalisation routière ou son support. Le placement d'une signalisation directionnelle temporaire pourra être autorisé par le Bourgmestre, aux conditions qu'il fixera dans son arrêté d'autorisation.

Section 7. De l'exploitation agricole et forestière

Art. 25. §1 Sans préjudice du respect de l'excédent de voirie, il est interdit de labourer à moins de un mètre et d'implanter une clôture à moins de 0,5m de la partie aménagée d'une chaussée.

§2 Il est interdit d'utiliser la voirie comme place de manœuvre pour les machines lors des travaux agricoles et de traîner les bois sur les chaussées asphaltées lors des travaux de débardage.

§3 Il est interdit à tout exploitant forestier d'utiliser la voirie, ses accotements ou les aires de débardage aménagées pour y effectuer des dépôts de bois suite à des travaux de débardage ou en vue de voiturage sans autorisation préalable et écrite du Collège Communal, sollicitée au moins une semaine à l'avance.

Ladite autorisation peut être subordonnée à l'établissement d'un état des lieux et au dépôt d'une caution.

CHAPITRE III – DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DE LA COMMODITE DE PASSAGE

Section 1. Des attroupements, manifestations, cortèges

Art. 26. Sauf autorisation visée à l'article suivant, il est interdit de provoquer sur l'espace public des attroupements de nature à entraver la circulation des véhicules ou à incommoder les piétons sans nécessité, ainsi que d'y participer.

Art. 27. Tout rassemblement, manifestation ou cortège, de quelque nature que ce soit, sur l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation du Bourgmestre.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au Bourgmestre au moins trente jours calendrier avant la date prévue à moins qu'il ne soit la conséquence d'un événement imprévisible.

Section 2. Des activités incommodes ou dangereuses sur l'espace public

Art. 28. Il est interdit de harceler les passants ou les automobilistes et de sonner ou frapper aux portes pour importuner les habitants.

Art. 29. §1. Les personnes se livrant à la mendicité, même sous le couvert de l'offre non professionnelle d'un service quelconque, ne peuvent troubler l'ordre public ni compromettre la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publiques.

§2. Le mendiant ne peut être accompagné d'un animal et il ne peut exhiber aucun objet de nature à intimider les personnes qu'il sollicite.

§3. La mendicité est interdite aux mineurs d'âge.

§4. Il est interdit aux personnes majeures qui pratiquent la mendicité d'être accompagnées de mineurs d'âge.

Art. 30. Sauf autorisation du Collège Communal, les collectes et les ventes-collectes sont interdites sur l'espace public et dans les lieux publics.

La demande d'autorisation doit être introduite dans un délai de trente jours calendrier précédant l'activité.

Les titulaires d'une autorisation délivrée par une autorité provinciale, régionale, communautaire ou fédérale habilitée à la délivrer ne sont pas soumis au présent article.

Afin de garantir l'ordre public ou le rétablir, les objets mis en vente en infraction au présent article pourront faire l'objet d'une saisie administrative.

Art. 31. Est interdite la vente et l'offre en vente ainsi que la distribution gratuite, sur la voie publique, de produits et objets divers à moins que cette vente, offre en vente ou distribution, ne se fasse à un endroit précisé par le Collège Communal sous le couvert d'une autorisation ou d'une concession domaniale.

Les titulaires d'une autorisation délivrée par une autorité provinciale, régionale, communautaire ou fédérale habilitée à la délivrer ne sont pas soumis au présent article.

Art. 32. Il est interdit de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique. Cette interdiction ne s'applique pas aux terrasses dûment autorisées ainsi que lors de manifestations commerciales, festives ou sportives autorisées par l'autorité communale, aux endroits fixés dans l'arrêté d'autorisation.

Art. 33. Il est interdit de vendre ou de distribuer des boissons alcoolisées sur la voie publique en dehors des endroits où la consommation est autorisée en vertu de l'article précédent.

Le placement de distributeur automatique de boissons alcoolisées est interdit sur l'espace public. S'il est situé hors de cet espace public mais accessible à partir de celui-ci, le gestionnaire du distributeur doit s'assurer que des boissons alcoolisées ne soient vendues à des mineurs d'âge. A défaut de moyen de contrôle en dehors des heures d'ouverture de l'établissement où il est installé, l'appareil doit être mis hors service pendant ces heures.

Art. 34.

§1. L'accès aux propriétés communales est interdit sauf les lieux accessibles au public.

§2. Dans les lieux accessibles au public visés par le présent article, le public doit, sous peine d'expulsion, se conformer aux :

1. prescriptions ou interdictions contenues dans les règlements particuliers d'ordre intérieur et/ou portées à sa connaissance par les avis ou pictogrammes y établis ;
2. injonctions faites par toute personne dûment habilitée.

§3. Dans les endroits visés au paragraphe précédent, il est en outre défendu, sauf aux endroits spécialement aménagés par la commune à cet effet :

1. d'allumer des feux ;
2. de se coucher sur les bancs publics ;

3. de camper ou pique-niquer sauf aux endroits autorisés;
4. de se baigner dans les fontaines, bassins, plans d'eau ou étangs publics ;
5. de grimper le long des façades, mobiliers et équipements urbains servant à l'utilité ou à la décoration publiques, ainsi que d'escalader les murs et clôtures.

Section 3. De l'occupation privative de l'espace public

Le stationnement gênant est sanctionné par le code de la route et l'art 87 du présent, il s'agit donc d'une infraction à double incrimination qui, conformément au protocole signé avec le procureur du Roi de l'arrondissement du Luxembourg à la suite de la décision du conseil communal du 29 juin 2015, est puni de sanctions administratives communales.

Art. 35. Toute occupation privative de la voie publique au niveau, au-dessus ou au-dessous du sol est soumise à autorisation du Bourgmestre sur avis favorable du gestionnaire de voirie.

L'occupation privative de la voie publique doit être effectuée en veillant à ne pas compromettre la sécurité et la commodité de passage des usagers.

Art. 36. Il est interdit d'occuper la voie publique avec tout objet dans un but exclusivement publicitaire sans autorisation du Bourgmestre sur avis favorable du gestionnaire de voirie. Cet article ne vise pas les véhicules circulant ou stationnant sur la voie publique conformément aux dispositions réglementaires en matière de circulation routière.

Art. 37. L'occupation de l'espace public, par une terrasse est soumise à autorisation préalable du Bourgmestre sur avis favorable du gestionnaire de voirie, après avis favorable du gestionnaire propriétaire.

Art. 38. Nul ne peut entreprendre des travaux ou déposer des matériaux ou engins sur la voie publique, sans y avoir au préalable été autorisé par le Bourgmestre sur avis favorable du gestionnaire de voirie. La demande doit être faite au moins vingt jours ouvrables avant le début du chantier.

Art. 39. Quiconque aura procédé à l'exécution de travaux ou entreposé des matériaux sur la voie publique est tenu de remettre celle-ci dans l'état où elle se trouvait avant ces travaux, immédiatement après la fin des travaux ou de l'occupation de la voie publique. A défaut, il y sera procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 40. L'installation d'un échafaudage ou enclos sur la voie publique est soumise à autorisation préalable du Bourgmestre sur avis favorable du gestionnaire de voirie.

Art. 41. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, il est défendu de suspendre en travers de la voie publique des calicots, banderoles ou drapeaux, sans l'autorisation du Bourgmestre sur avis favorable du gestionnaire de voirie.

Art. 42. Les entrées de caves et accès souterrains pratiqués dans la voie publique ne peuvent être ouverts que pendant le temps strictement nécessaire aux opérations en nécessitant l'ouverture et en prenant toutes les mesures pour garantir la sécurité des passants.

Section 4. Des précautions et obligations à observer par temps de neige ou de gel.

Art. 43. Les trottoirs couverts de neige ou de verglas doivent être balayés ou rendus non glissants sur toute leur largeur pour les trottoirs de moins de 1,5 mètre de large et sur une largeur de minimum de 1 m 50 pour les trottoirs plus larges.

Art. 44. Les stalactites de glace qui se forment aux parties élevées des immeubles surplombant la voie publique doivent être enlevées. En attendant leur enlèvement, le titulaire d'un droit réel ou personnel doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des usagers aux endroits exposés.

Art. 45. Les obligations prévues aux articles précédents de cette section incombent :

1. pour les immeubles à appartements multiples : aux concierges, syndics, présidents des conseils de gestion, personnes spécialement chargées de l'entretien quotidien des lieux, ou celles désignées par un règlement intérieur et, à défaut, solidairement à charge de tous les occupants ;
2. pour les habitations particulières : à l'occupant ;
3. pour les immeubles non affectés à l'habitation : aux concierges, portiers, gardiens, ou aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux ;
4. pour les immeubles non occupés ou les terrains non bâtis, à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble.

Art. 46. Par temps de gel, il est interdit de déverser, de faire ou laisser couler de l'eau sur la voie publique.

Art. 47. Il est interdit à tout riverain de rejeter la neige, sur les parties déneigées de la chaussée telle que définie dans le code de la route.

Art. 48. Il est défendu de circuler sur la glace des canaux, bassins, étangs et cours d'eau, sauf autorisation du Bourgmestre.

Section 5. De l'utilisation des façades d'immeubles

Art. 49. §1 Les propriétaires d'un immeuble sont tenus, sans que cela entraîne pour eux le moindre dédommagement, d'autoriser sur la façade ou le pignon de leur immeuble, même lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement :

1° la pose d'une plaque indiquant le nom de la rue;

2° la pose de tous signaux routiers ;

3° la pose de câbles de distribution électrique, de télédistribution, lignes téléphoniques, ou fibres optiques ;

4° la pose de dispositifs d'éclairage public ;

5° la pose de miroirs destinés à favoriser la sécurité routière.

§2 Le propriétaire d'un immeuble est tenu de procéder à ses frais au numérotage de celui-ci conformément aux dispositions arrêtées par l'administration communale. Ce numéro devra être installé de telle façon qu'il soit visible et lisible de la voie publique. Si le bâtiment est en retrait de l'alignement, l'autorité communale compétente pourra imposer la mention du numéro à front de voirie.

Section 6. Des mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique

Art. 50. Toute personne se trouvant sur la voie publique ou dans un lieu accessible au public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions des fonctionnaires de police en vue de :

1) maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publiques ;

2) faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril.

Cette obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsque le fonctionnaire de police y est entré sur invitation des habitants ou dans les cas d'incendie, d'inondation ou d'appel au secours.

Art. 51. Sont interdits :

1. Tout appel au secours abusif ;

2. tout usage abusif d'une borne d'appel ou d'un appareil de signalisation destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit ;

3. toute manœuvre de commandes d'appareils d'utilité publique tels que réseaux de distribution, signalisation ou éclairage publics par des personnes non habilitées à le faire.

4. L'installation et l'utilisation dans ou aux abords de l'espace public de tout appareillage ou dispositif destiné à prohiber la fréquentation par certaines catégories de personnes de certaines zones de l'espace public (« Mosquito »).

Art. 52. Toute personne sommée par l'autorité administrative de réparer ou de démolir des édifices menaçant ruine et/ou mettant en péril la sécurité des passants est tenue d'y procéder sans délai, à défaut de quoi il y sera procédé d'office par l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 53. Les travaux de nature à répandre poussières ou déchets sur les propriétés voisines ou sur la voie publique, tels sablage de façades, démolitions ... ne peuvent être entrepris qu'après avoir pris toutes mesures appropriées afin de limiter au maximum ces nuisances.

Art. 54. Tout occupant d'un immeuble est tenu de veiller à ce que les plantations soient émondées de façon telle qu'aucune branche ne fasse saillie :

- sur la voie carrossable à moins de 4,5 mètres au-dessus du sol ;

- sur l'accotement ou le trottoir à moins de 2,5 mètres au-dessus du sol.

Le titulaire d'un droit réel ou personnel est en outre tenu d'obtempérer aux mesures complémentaires prescrites par le Bourgmestre. A défaut, il y sera procédé d'office aux frais, risques et périls du défaillant.

Art. 55. Aucune plantation ou clôture ne peut masquer d'aucune manière la signalisation routière quelle qu'en soit la hauteur.

Art. 56. Il est interdit de vendre des récipients sous pression contenant du gaz pour briquets (recharges) à des mineurs d'âge. (pour rappel : moins de 18 ans)

Section 7. Des incendies, inondations ou autres catastrophes

Art. 57. Les occupants d'un immeuble dans lequel un incendie, une inondation ou autre catastrophe menace leur sécurité ou celle des riverains doivent :

1. permettre l'accès à leur immeuble ;
2. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions du Bourgmestre, des pompiers, agents de la Protection civile, des fonctionnaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre ;
3. permettre l'utilisation des points d'eau et de tous moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.

Art. 58. Sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Art. 59. Il est interdit de dénaturer, de dissimuler ou de laisser dissimuler les signaux d'identification ou de repérage des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Art. 60. Les bouches d'incendie, les couvercles ou trapillons fermant les chambres des bouches d'incendie et les puisards doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles.

CHAPITRE IV – DE LA TRANQUILLITE PUBLIQUE

Art. 61. Sont interdits, tous bruits ou tapages diurnes ou nocturnes de nature à troubler anormalement la tranquillité des habitants, lorsque ces bruits ou tapages sont causés sans nécessité ou dus à un défaut de prévoyance ou de précaution, qu'ils soient le fait personnel de leur auteur ou qu'ils résultent d'appareils en leur détention ou d'animaux attachés à leur garde.

NB : le tapage nocturne, à l'origine puni pénalement (voir art 561-1° du Code Pénal) est maintenant sanctionné par l'article 86 du présent. En vertu du protocole signé avec le procureur du Roi à la suite du conseil communal du 29 juin 2015, il fait maintenant partie des infractions mixtes sanctionnées uniquement par le biais de sanctions administratives communales.

Art. 62. Est interdite sauf autorisation préalable du Collège Communal, toute manifestation telle que concert, bal ou partie dansante, tant sur terrain public que privé, lorsqu'elle a lieu à l'air libre ou sous chapiteau non entièrement clos et couvert. Le Collège Communal peut assortir son autorisation de toutes les conditions qu'il juge nécessaires au bon déroulement de la réunion, dans un but de maintien de l'ordre public, notamment en fonction de la conformité des lieux et des installations en matière d'agrément, de secours urgents et de sécurité incendie, ainsi qu'à la couverture par une assurance de la responsabilité civile des organisateurs..

La demande d'autorisation visée au présent article doit être adressée par écrit au Bourgmestre au moins trente jours calendrier avant la date prévue.

Art. 63. §1. Tout bal ou concert public organisé en un lieu clos et couvert privé ou public doit faire l'objet d'une déclaration écrite de la part de l'organisateur de la manifestation au Bourgmestre trente jours calendrier avant la date prévue.

§2. Cette obligation ne vise pas les établissements tels dancings ou discothèques ayant fait l'objet d'un permis d'environnement de classe 2 pour ce type d'activité.

Art. 64. Les organisateurs de réunions publiques ou privées sont tenus à veiller à ce que le bruit produit n'incommoder pas les riverains. Au besoin, après 22 heures, ils tiendront portes et fenêtres fermées.

Art. 65. Les bals publics seront terminés, sauf dispositions communales plus contraignantes ou dérogation écrite octroyée par le Bourgmestre, au plus tard à 03 heures du matin.

Art. 66. L'usage des tondeuses à gazon, tronçonneuses et scies circulaires ou autres engins bruyants, est interdit les dimanches et jours fériés avant 15 heures et après 18 heures, à moins de 200 mètres d'une habitation et la semaine entre 20 heures et 07 heures. Une dérogation peut être octroyée ponctuellement par le Bourgmestre sur demande expresse motivée.

Cette interdiction ne vise pas l'usage de machines agricoles ou forestières dans l'exercice des professions de cultivateur et d'exploitant forestier, ni l'usage d'engins d'intérêt public.

Art. 67. Il est interdit d'installer des canons d'alarme ou appareils à détonation à moins de 500 mètres de toute habitation sans autorisation préalable et écrite du Bourgmestre.

Art. 68. L'usage de pétards et pièces d'artifices sont interdits sur la voie publique, ainsi qu'en plein air et dans les lieux publics sauf autorisation écrite du Bourgmestre. Cette interdiction n'est pas applicable la nuit des réveillons de Noël et de Nouvel An entre 22 heures et 02 heures.

Art. 69. Sauf autorisation du Bourgmestre, est interdit sur la voie publique l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores.

Art. 70. Sans préjudice de la réglementation relative à la lutte contre le bruit, l'intensité des ondes sonores produites dans les propriétés privées ou dans les véhicules se trouvant sur la voie publique ne pourra, si elles sont audibles sur la voie publique, troubler anormalement la tranquillité publique ou le repos des habitants. Les infractions à la présente disposition commises à bord des véhicules seront présumées commises par leur conducteur.

Cet article ne vise pas l'exercice d'une activité faisant l'objet d'un permis d'environnement, en conformité à celui-ci.

Art. 71. Le propriétaire ou utilisateur d'un véhicule dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais.

Lorsque celui-ci ne se manifeste pas dans les 10 minutes du déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 72. §1er. Les dispositions du présent article sont applicables aux établissements habituellement accessibles au public, même si celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions.

§2. Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, tout bruit fait à l'intérieur des établissements accessibles au public ne pourra, tant de jour que de nuit, troubler la tranquillité ou le repos des habitants.

§3. Il est interdit aux exploitants des établissements accessibles au public tels que cafetiers, cabaretiers, restaurateurs, tenanciers de salle de danse de verrouiller leur établissement aussi longtemps que s'y trouvent un ou plusieurs clients.

§4. Lorsque, après deux atteintes portées à la tranquillité publique et au repos des habitants, constatées par des rapports de police ou par tout autre agent compétent, le bruit produit à l'intérieur d'un établissement accessible au public où l'on débite des boissons alcoolisées, continue à troubler le repos des habitants, la police pourra faire évacuer et fermer l'établissement. De plus, le Collège Communal pourra ordonner à l'exploitant par arrêté de le fermer quotidiennement à 22 heures au plus tard et de ne pas le rouvrir avant le lendemain à 7 heures, ce durant une période maximale de 30 jours.

En cas de récidive, dans les 24 mois, le Collège Communal pourra ordonner une fermeture quotidienne de 20 heures à 7 heures du matin durant une période maximale de 60 jours.

En cas de situation persistante, le Collège Communal pourra prendre un arrêté ordonnant une fermeture complète durant une période maximale de 30 jours.

Les dispositions du présent paragraphe seront portées à la connaissance du contrevenant lors de la constatation des deux premières infractions.

Art. 73. Tout projet d'implantation ou d'exploitation d'un magasin de nuit sur le territoire communal est soumis à autorisation préalable du Collège Communal.

Le Collège Communal peut assortir son autorisation de toutes les conditions qu'il juge nécessaires en vue du maintien de l'ordre public.

CHAPITRE V – DES INFRACTIONS A DOUBLE INCRIMINATION (pénale et administrative)

A la suite du protocole conclu entre le Procureur du Roi et la Commune de Vielsalm (décision du conseil communal du 21 décembre 2015), les comportements prévus dans ce chapitre sont sanctionnés pénalement et/ou peuvent faire l'objet d'une sanction administrative communale conformément à la loi du 24 juin 2013.

Conformément aux infractions du GROUPE IV du protocole, pour les infractions aux articles 398 (coups et blessures simples), 448 (injures), 521 al 3 destruction et mise hors d'usage de voitures, wagons et véhicules à moteur) du Code pénal (art 75, 76 et 79 du présent règlement), le fonctionnaire sanctionnateur ne peut infliger une amende administrative qu'au cas où le Procureur du Roi a, dans un délai de 2 mois, fait savoir qu'il trouve cela opportun et que lui-même ne réservera pas de suite aux faits.

Conformément aux infractions du GROUPE III du protocole, pour les infractions aux articles 461 (vol simple), 463 (vol d'usage), 526 (destruction et dégradation de tombeaux et sépultures et de monuments et objets d'art), 534 bis (graffitis) et ter (dégradations immobilières) et 545 (bris de clôture), du Code pénal (art 77, 80, 82, 84 et 85 du présent règlement), le fonctionnaire sanctionnateur NE PEUT infliger une sanction administrative. La répression de ces infractions mixtes est UNIQUEMENT PENALE ;

Conformément aux infractions du GROUPE II du protocole, pour les infractions aux articles 537 (Abattage et dégradation d'arbres et la destruction de greffes), 559, 1° (dégradations et destructions mobilières), 561, 1° (les bruits et tapages nocturnes), 563, 2° (dégradations de clôtures), 563, 3° (voies de fait et violences légères) et 563 bis du code pénal (port de vêtement cachant totalement ou principalement le visage) (articles 74, 78, 81, 83, 86 et 88 du présent règlement), le Procureur du Roi s'est engagé à ne pas entamer de poursuites pour ces infractions mixtes ; elles sont donc réprimées par le biais de sanctions administratives communales.

Conformément aux infractions du GROUPE I du protocole, la poursuite des infractions à l'art 87 du présent règlement (arrêts et stationnements) est organisée uniquement par le biais de sanctions administratives communales..

Section 1. Du respect des personnes

Art. 74. Il est interdit de commettre des voies de fait ou des violences légères contre une personne, particulièrement de jeter sur elle une chose quelconque pouvant l'incommoder ou la souiller (voir art 563-3° du Code pénal et GROUPE II du protocole).

Art. 75. Il est interdit d'injurier une personne soit par des faits, des écrits, images ou emblèmes de façon publique comme précisé à l'article 444 du Code pénal (voir art 448 du Code pénal et GROUPE IV du protocole).

Art. 76. Il est interdit de porter volontairement des coups et provoquer des blessures (voir art 398 du Code pénal et GROUPE IV du protocole).

Section 2. Du respect de la propriété

Art. 77. Il est défendu de détruire, dégrader, abattre ou mutiler des tombeaux, signes commémoratifs ou pierres sépulcrales, monuments, statues et objets d'utilité publique ou servant à la décoration publique, tableaux ou objets d'art placés dans les édifices publics...(voir art 526 du Code pénal et GROUPE III du protocole).

Art. 78. Il est défendu de détruire ou d'endommager volontairement les propriétés mobilières d'autrui (voir art 559-1° du Code pénal et GROUPE II du protocole).

Art. 79. Il est défendu de détruire en tout ou partie ou de mettre hors d'usage à dessein de nuire des voitures, wagons et véhicules à moteur (voir art 521 al 3 du Code pénal et GROUPE IV du protocole).

Art. 80. Il est défendu de dégrader volontairement les propriétés immobilières d'autrui (voir art 534-ter du Code pénal et GROUPE III du protocole).

Art. 81. Il est défendu d'abattre ou de détruire méchamment (avec l'intention de nuire) un arbre ou de détruire une greffe (voir art 537 du Code pénal) et GROUPE II du protocole).

Art 82. Il est interdit de combler en tout ou en partie des fossés, couper ou arracher des haies vives ou sèches, détruire des clôtures rurales ou urbaines, de quelques matériaux qu'elles soient faites ; déplacer ou supprimer des bornes, pieds corniers ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différents héritages (voir art 545 du Code pénal et GROUPE III du protocole)..

Art. 83. Il est interdit de dégrader des clôtures urbaines ou rurales, de quelques matériaux qu'elles soient faites (voir art 563-2° du Code pénal et GROUPE II du protocole).

Art. 84. Il est interdit de réaliser sans autorisation des graffitis sur des biens mobiliers ou immobiliers (voir art 534-bis du Code pénal et GROUPE III du protocole).

Art. 85. Le vol simple, sans violences ni menaces et sans circonstances aggravantes aux termes du Code pénal peut faire l'objet d'une sanction administrative (voir art 463 du Code pénal et GROUPE III du protocole)..

Section 3. Dispositions diverses

Art. 86. Il est interdit de produire des bruits ou tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants (voir art 561-1° du Code Pénal et GROUPE II du protocole).

Art. 87. §1. Les infractions à l'AR du 1/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière visées dans la Loi du 24 juin 2013 et dans ses arrêtés d'application, dont les infractions de stationnement, font l'objet d'une amende administrative communale. Elles se rapportent aux infractions du GROUPE I du protocole.

§2. Les infractions dont question au §1 du présent article sont définies expressément dans l'arrêté royal du 09 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement.

Les infractions énumérées à l'article 2 §1 dudit arrêté royal du 09 mars 2014 sont des infractions de première catégorie, sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 55 euros.

Les infractions énumérées à l'article 2 §2 dudit arrêté royal du 09 mars 2014 sont des infractions de deuxième catégorie, sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 110 euros.

Les infractions énumérées à l'article 2 §3 dudit arrêté royal du 09 mars 2014 sont des infractions de quatrième catégorie, sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 330 euros.

Art. 88. Il est interdit, sauf dispositions légales contraires, de se présenter dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle de n'être pas identifiable, sauf si ce fait est exécuté en vertu de règlements de travail ou d'une ordonnance de police à l'occasion de manifestations festives. (voir art 563bis du Code pénal et GROUPE II du protocole).

CHAPITRE VI – DES ANIMAUX

Art. 89. Il est interdit sur l'espace public :

1. d'abandonner des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un danger ou une incommodité pour les personnes. Cette disposition est également applicable dans les parkings publics ;
2. de se trouver avec des animaux agressifs ou enclins à mordre des personnes ou d'autres animaux, s'ils ne sont pas muselés. Cette disposition est également applicable dans les lieux accessibles au public ;
3. d'exciter son chien à l'attaque ou à l'agressivité, de l'inciter ou de le laisser attaquer ou poursuivre des passants, même s'il n'en est résulté aucun mal ou dommage.

Art. 90. Dans les espaces publics en ce compris les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, les chiens doivent être maintenus par tout moyen de retenue de telle façon qu'ils ne puissent s'écarter de leur maître de plus d'1,5 mètre. Toutefois, les chiens utilisés à la garde d'un troupeau ou à la chasse peuvent circuler, sans être tenus en laisse, pendant le temps nécessaire à l'usage auquel ils sont destinés et pour autant qu'ils restent à vue du conducteur du troupeau ou soient repris sitôt la chasse terminée s'il s'agit de chiens de chasse.

La présence de chiens est strictement interdite dans les plaines de jeux et l'enceinte des écoles.

Art. 91. Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnellement ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux :

- n'incommodent pas le voisinage de quelque manière que ce soit, en particulier par des cris ou aboiements intempestifs et répétitifs;
- n'endommagent pas les plantations ou autres objets se trouvant tant sur l'espace public que sur terrain privé.

Art. 92. Sans préjudice des dispositions légales, décrétales et réglementaires, il est interdit sur le territoire communal d'entretenir et de détenir des animaux dont l'espèce, la famille ou le type sont

réputés comme étant malfaisants ou féroces et de nature à porter atteinte à la tranquillité et/ou à la sécurité publiques et/ou à la commodité de passage.

Art. 93. Il est interdit de laisser divaguer sciemment, par défaut de prévoyance ou de précaution, un animal malfaisant ou féroce ou encore des bestiaux dont on a la garde, que ce soit sur le domaine public ou sur les propriétés privées d'autrui.

Art. 94. §1 Tout propriétaire ou détenteur d'un chien est tenu de prendre les dispositions qui empêchent celui-ci de porter atteinte illégalement aux personnes, aux animaux et/ou aux biens d'autrui
§2 Les personnes qui accompagnent un chien sont tenues de ramasser les excréments défectueux par celui-ci sur l'espace public, en ce compris les squares, les parcs, les espaces verts des avenues et les jardins publics, à l'exception des caniveaux et des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.

Cette disposition n'est pas applicable au malvoyant seul accompagné d'un chien guide.

CHAPITRE VII – DES ACTIVITES AMBULANTES

Art. 95. §1er. Il est interdit :

1. d'organiser une kermesse ou d'exploiter un métier forain sur un terrain public ou privé accessible au public sans autorisation du Bourgmestre ;
2. d'installer un métier forain ou de maintenir son installation en dehors des endroits et dates prévus pour chaque kermesse ou fête foraine, soit par le cahier des charges y relatifs, soit par le Bourgmestre ainsi que dans les cas où ce dernier ordonne le retrait de la concession ou de l'autorisation ;
3. aux exploitants d'installer leurs véhicules ailleurs qu'aux emplacements désignés par l'administration.

§ 2. Les métiers forains et les véhicules placés en infraction à la présente disposition devront être déplacés à la première injonction de la police, faute de quoi il y sera procédé d'office par les soins de l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

CHAPITRE VIII - DE L'ETABLISSEMENT DE CAMPS DE VACANCES

Section 1 : De l'agrération :

Art. 96. Nul ne peut mettre à disposition des bâtiments, parties de bâtiments ou terrains pour l'établissement de camps de vacances sans avoir obtenu préalablement l'agrération du Collège Communal pour chaque bâtiment ou terrain concerné.

Si le lieu de camps est labellisé au sens du Code Wallon du Tourisme, le label vaut agrération et copie de la notification de celui-ci sera communiqué au Collège Communal en lieu et place de la demande d'agrération.

Art. 97. L'agrération délivrée par le Collège Communal pour une durée de cinq ans fixera le nombre maximal de participants à un camp pour chaque terrain ou bâtiment et en attestera la conformité aux conditions fixées aux articles 98 et 99.

Art. 98. Dans le cas d'hébergement dans un bâtiment ou partie de celui-ci, le bâtiment doit répondre aux normes requises en matière de prévention d'incendie et d'installations électriques ou de gaz.

La conformité du bâtiment en matière de prévention incendie sera attestée par un rapport du Commandant du service d'incendie compétent.

La conformité des installations électriques ou de gaz sera attestée par un organisme de contrôle agréé. En outre des équipements sanitaires nécessaires à une hygiène convenable doivent être mis à la disposition des vacanciers en nombre suffisant.

Art. 99. Le terrain destiné au bivouac ne peut se situer dans un rayon de moins de 100 mètres par rapport à un captage d'eau potable. En outre, nonobstant les dispositions du Code forestier et du Code rural, tout bivouac est interdit dans les forêts et à moins de 100 mètres des zones naturelles, sauf autorisation du Bourgmestre. Il est rappelé que tous feux sont interdits à moins de 25 m de toute forêt ou 100 m d'une habitation.

Section 2 : Des obligations du bailleur :

Art. 100. Pour l'application de cette section, on entend par bailleur la personne qui, en étant propriétaire ou preneur à bail, met un bâtiment, une partie de bâtiment et/ou un terrain à la disposition d'un groupe de vacanciers, que ce soit à titre gratuit ou onéreux.

Art. 101. Le bailleur est tenu de conclure avec une personne majeure, responsable agissant solidairement au nom du groupe, un contrat de location et de souscrire, avant le début du camp et pour toute la durée de celui-ci, une assurance en responsabilité civile pour le bâtiment et/ou terrain concerné.

Art. 102. Le bailleur veillera à ce que l'enlèvement des déchets et l'évacuation des eaux usées se fassent de manière à prévenir toute pollution, notamment en veillant, solidairement avec le locataire en cas de défaillance de celui-ci, à ce que les déchets soient conditionnés selon le règlement en vigueur pour la collecte des immondices et à éviter en tout temps leur dispersion. En outre, il veillera à ce que les WC non reliés au réseau public d'égouts soient vidés dans une fosse d'une capacité suffisante pour en recueillir le contenu. Celle-ci sera recouverte d'une couche d'au moins 50 cm de terre.

Art. 103. Avant le début du camp, le bailleur communiquera au service compétent de l'administration communale :

- l'emplacement de celui-ci,
- le moment exact de l'arrivée du groupe,
- la durée du camp,
- le nombre de participants,
- les coordonnées du responsable du groupe en ce compris un numéro de téléphone portable où il peut être joint à tout moment.

Art. 104. Un règlement d'ordre intérieur sera dressé par le bailleur et remis au locataire au moment de la signature du contrat de location et comportera au moins les données relatives aux points suivants :

- a) le nombre maximal de participants tel que fixé dans l'agrément ;
- b) l'alimentation en eau potable et les installations sanitaires ;
- c) la nature et la situation des moyens de lutte contre l'incendie ;
- d) la nature et la situation des installations culinaires ;
- e) les endroits où peuvent être allumés des feux (à plus de 100 m des habitations et 25 m des forêts) ;
- f) les prescriptions en matière d'emplacement, de conditionnement, de transport et d'élimination des déchets solides et liquides ;
- g) les prescriptions en matière d'installation, nettoyage, enlèvement et vidange des W-C, fosses ou feuillées ;
- h) les prescriptions relatives à l'usage d'appareils électriques, installations au gaz et moyens de chauffage ;
- i) les modalités d'utilisation d'un téléphone situé dans les environs immédiats du camp ;
- j) l'adresse et le n° de téléphone des services suivants : services de secours, médecins, hôpitaux, police, parc à conteneurs, cantonnement et garde forestier du triage concerné.

Section 3 : Des obligations du locataire :

Art. 105. Dans cette section, on entend par locataire, la (les) personne(s) majeure(s) responsable(s) qui, solidairement au nom du groupe, passe(nt) un accord avec le bailleur concernant la mise à disposition du bâtiment ou terrain pendant la durée du camp de vacances.

Art. 106. Le locataire est tenu de contacter le garde forestier du triage concerné avant l'organisation d'activités dans les bois soumis au régime forestier, de manière à connaître les zones de plantations ou d'exploitations forestières, les jours de chasse, les zones d'accès libre ou d'intérêt biologique, etc...

Art. 107. Au moins un mois avant le début du camp et pour le 1er mai au plus tard pour les camps d'été, le locataire est tenu d'obtenir du chef de cantonnement de la D.G.O.A.R.N.E., via le garde forestier du triage concerné, l'autorisation d'utiliser les aires forestières dans les bois soumis au régime forestier et ceci à quelque fin que ce soit : ramassage de bois morts, feux, constructions, jeux diurnes ou nocturnes. Il veillera au respect strict des périmètres de jeux autorisés dans les forêts.

Art. 108. Le locataire est responsable du respect du présent règlement général de police sur le site du camp par le groupe qu'il représente et notamment en ce qui concerne la lutte contre le bruit, la protection de l'environnement et le ramassage des immondices.

Il veillera à ce que les fosses ou feuillées soient recouvertes d'au moins 50 cm de terre au plus tard le jour de la fin du camp.

Art. 109. Le locataire veillera à ce que tous les risques et dangers liés au camp, y compris les dommages aux tiers, soient couverts de façon adéquate par une assurance en responsabilité civile. Il veillera en outre à la bonne extinction des feux.

Art. 110. Lors de leurs déplacements hors du camp, les enfants de moins de 12 ans porteront une carte de signalement indiquant leur identité ainsi que l'emplacement du camp dans lequel ils séjournent. Ils ne peuvent se trouver au camp sans la présence d'un adulte responsable.

CHAPITRE IX– DES INFRACTIONS EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE

Les comportements prévus dans ce chapitre sont sanctionnés pénalement.

Ils peuvent aussi faire l'objet d'une amende administrative régionale ou communale, d'une procédure de médiation ainsi que d'une perception immédiate conformément aux dispositions des articles D160 et suivant du Code de l'environnement.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative si :

- le Procureur du Roi l'informe dans les 60 jours qu'il ne réserve pas de suite aux faits, sans pour autant mettre en cause la matérialité des faits ;
- le Procureur du Roi ne lui communique pas ses intentions dans les 60 jours.

Il ne peut infliger une amende administrative si dans le délai de 60 jours, le Procureur du Roi informe le fonctionnaire sanctionnateur qu'il ouvre une information ou une instruction, que des poursuites sont entamées ou qu'il estime devoir classer le dossier faute de charges suffisantes.

Ce délai de notification est ramené à 30 jours pour les infractions de quatrième catégorie. (art D160 à D163 du Code de l'environnement de la Région Wallonne)

Section 1. Infractions prévues par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. (2ème catégorie)

Art. 111. L'incinération de déchets ménagers en plein air ou dans des installations non conformes aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exception de l'incinération des déchets secs naturels provenant des forêts, champs et jardins, telle que réglementée par le Code rural et le Code forestier.

Art. 112. L'abandon de déchets, tel qu'interdit en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau.

Section 2. Infractions prévues par le Code de l'eau.

Sous-section 1 En matière d'eau de surface. (3ème catégorie)

Art. 113. Vidanger et recueillir les gadoues de fosses septiques et de puits perdants chez des tiers, soit sans disposer de l'agrément requis, soit en éliminant les gadoues de manière interdite.

Art. 114. Nettoyer un véhicule à moteur, une machine ou d'autres engins similaires dans une eau de surface ordinaire ou à moins de 10 mètres de celle-ci alors que le produit nettoyant est susceptible de s'y écouler, sans disposer du permis d'environnement requis.

Art. 115. Contrevenir à certaines dispositions adoptées par le Gouvernement en vue d'assurer l'exécution de la protection des eaux de surface et la pollution des eaux souterraines à partir d'eaux de surface, en ce compris le fait de ne pas respecter le règlement communal relatif aux modalités de raccordement à l'égout.

Art. 116. Tenter d'introduire des gaz polluants, des liquides interdits par le Gouvernement, des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières dans les égouts publics, les collecteurs, les eaux de surface et les voies artificielles d'écoulement.

Art. 117. Jeter ou déposer des objets, introduire des matières autres que des eaux usées dans les égouts publics, les collecteurs et les eaux de surface.

Art. 118. Ne pas raccorder à l'égout l'habitation située le long d'une voirie qui en est équipée ou ne pas l'avoir fait pendant les travaux d'égouttage lorsque la voirie vient d'en être équipée.

Art. 119. Ne pas avoir sollicité l'autorisation préalable écrite du Collège Communal pour le raccordement à l'égouttage de son habitation.

Art. 120. Déverser l'ensemble des eaux pluviales et des eaux claires parasites dans l'égout séparatif sur les parties de la voirie ainsi équipée ou ne pas évacuer les eaux pluviales par des puits perdants,

des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface pour autant que ce ne soit pas interdit par ou en vertu d'une autre législation.

Art. 121. Ne pas avoir équipé toute nouvelle habitation d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux urbaines résiduaires,

- en ne l'équipant pas conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement lorsque les eaux usées déversées ne sont pas traitées par une station d'épuration ;
- en n'évacuant pas les eaux urbaines résiduaires exclusivement par le réseau d'égouttage lors de la mise en service de la station d'épuration ;
- en ne mettant pas hors service la fosse septique suite à l'avis de l'organisme d'assainissement agréé ou en ne faisant pas vider la fosse septique par un vidangeur agréé.

Art. 122. Ne pas avoir raccordé son habitation à l'égout existant dans les 180 jours qui suivent la notification de la décision d'un refus de permis pour l'installation d'un système d'épuration individuelle à la place du raccordement à l'égout.

Art. 123. Ne pas avoir équipé d'origine toute nouvelle habitation construite en zone soumise au régime d'assainissement collectif, le long d'une voirie non encore équipée d'égout, d'un système d'épuration individuelle répondant aux conditions définies en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement lorsqu'il est établi que le coût du raccordement à un égout futur serait excessif.

Art. 124. Ne pas avoir équipé d'un système d'épuration individuelle toute nouvelle habitation ou tout groupe d'habitations nouvelles pour lequel s'applique le régime d'assainissement autonome.

Art. 125. Ne pas assurer que l'égout ne récolte pas les eaux claires parasites :

- en ne raccordant pas l'habitation au réseau d'égouttage dès la mise en service de celui-ci ;
- en n'équipant pas une nouvelle habitation, dans l'attente de la mise en service du système d'épuration prévu, d'une fosse septique by-passable munie d'un dégraisseur, le cas échéant, et pourvue de canalisations séparées pour la récolte des eaux pluviales et des eaux ménagères usées.

Art. 126. Ne pas avoir mis en conformité l'habitation pour laquelle le régime d'assainissement autonome est d'application, et ce en l'absence de la mise en place d'un régime d'assainissement autonome groupé.

Sous-section 2 En matière d'eau destinée à la consommation humaine. (4ème catégorie sauf art 131)

Art. 127. Le fait, pour le propriétaire d'une installation privée de distribution de l'eau, de ne pas avoir reçu la certification exigée en vertu de la législation.

Art. 128. Le fait, pour un abonné qui s'approvisionne par le biais d'une ressource alternative ou complémentaire, de ne pas assurer une séparation complète entre ce réseau d'approvisionnement et le réseau d'eau de distribution.

Art. 129. Le fait, pour un particulier, de ne pas autoriser l'accès à son installation privée aux préposés du fournisseur, dans la mesure où les conditions imposées par l'art D189 du Code de l'eau ont été respectées.

Art. 130. Prélever de l'eau sur le réseau public de distribution en dehors des cas prévus par le Code de l'eau ou sans l'accord du distributeur.

Art. 131. Ne pas se conformer aux décisions et instructions du distributeur limitant l'usage de l'eau en cas de sécheresse, incidents techniques ou relatifs à la qualité de l'eau. (3ème catégorie)

Sous-section 3 En matière de cours d'eau non navigables. (4ème catégorie sauf art 132)

Art. 132. Entraver le dépôt sur ses terres ou ses propriétés des matières enlevées du lit des cours d'eau ainsi que des matériaux, de l'outillage et des engins nécessaires pour l'exécution des travaux. (3ème catégorie)

Art. 133. L'utilisateur ou le propriétaire d'un ouvrage établi sur un cours d'eau non navigable qui ne veille pas à ce que cet ouvrage fonctionne en conformité aux instructions qui lui sont données par le gestionnaire et, en tout état de cause, d'une manière telle que les eaux dans le cours d'eau ne soient jamais retenues au-dessus du niveau indiqué par le clou de jauge placé conformément aux instructions du gestionnaire et qui, en cas d'urgence, n'obéit pas aux injonctions du gestionnaire du cours d'eau.

Art. 134. Celui qui ne clôture pas ses terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâture de telle sorte que le bétail soit maintenu à l'intérieur de la pâture, et ce conformément aux

exigences de distances et de passage visées à l'art D408 du Code de l'eau, ceci sous réserve de l'existence d'un arrêté soustrayant l'ensemble du territoire d'une commune à l'application de cette mesure.

Art. 135. Celui qui

- dégrade ou affaiblit les berges, le lit ou les digues d'un cours d'eau ;
- obstrue le cours d'eau ou y introduit un objet ou des matières pouvant entraver le libre écoulement des eaux ;
- laboure, herse, bêche ou ameublit d'une autre manière la bande de terre d'une largeur de 0,50 mètre mesurée à partir de la crête de berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres ;
- enlève, rend méconnaissable ou modifie quoi que ce soit à la disposition ou à l'emplacement des échelles de niveau, des clous à jauge ou de tout autre système de repérage mis en place à la requête d'un délégué du gestionnaire ;
- laisse subsister les situations créées à la suite des actes indiqués ci-dessus.

Art. 136. Celui qui néglige de se conformer aux prescriptions du gestionnaire du cours d'eau :

- en ne plaçant pas, à ses frais, dans le lit de ce cours d'eau, des échelles de niveau ou des clous à jauge ou en modifiant l'emplacement ou la disposition des échelles ou des clous existants ;
- en ne réalisant pas, dans le délai fixé, les travaux imposés par le gestionnaire du cours d'eau ou qui ne le fait pas dans les conditions imposées ;
- en ne respectant pas l'interdiction faite par le gestionnaire du cours d'eau durant une période de l'année d'utiliser certaines embarcations dans des parties déterminées de cours d'eau non navigables.

Art. 137. Celui qui omet d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation nécessaires dont il a la charge en ce qui concerne les ponts et ouvrages privés dont il est propriétaire.

Art. 138. Celui qui exécute des travaux extraordinaires de modification ou d'amélioration du cours d'eau sans en avoir préalablement reçu l'autorisation du gestionnaire ou qui exécute des travaux non conformes à l'autorisation délivrée par le gestionnaire.

Section 3. Infractions prévues en vertu de la législation relative aux établissements classés.

(3ème catégorie)

Art. 139. Absence de consignation dans un registre de toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou 2 lorsque la consignation dans un registre est requise.

Art. 140. Ne pas avoir porté à la connaissance des autorités concernées la mise en œuvre du permis d'environnement ou unique.

Art. 141. Ne pas prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients de l'établissement ou y remédier.

Art. 142. Ne pas signaler immédiatement à l'autorité compétente, tout accident ou incident de nature à porter préjudice à l'homme ou à l'environnement.

Art. 143. Ne pas informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération, sauf cas de force majeure.

Art. 144. Ne pas conserver, sur les lieux de l'établissement ou à tout autre endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des autorisations en vigueur.

Section 4. Infractions prévues en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Art. 145. Tout fait susceptible de perturber les oiseaux appartenant à une des espèces vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen, ainsi que leurs sous-espèces, races ou variétés, quelle que soit leur origine géographique, ainsi que les oiseaux hybridés avec un oiseau de ces espèces, ainsi que le commerce ou l'utilisation de ceux-ci.

Art. 146. Tout fait susceptible de porter atteinte à certaines espèces de mammifères, amphibiens, reptiles, poissons et invertébrés menacés et toute utilisation à but lucratif ou non de ces espèces.

Art. 147. La détention, l'achat, l'échange, la vente ou la mise en vente de certaines espèces wallonnes de mammifères, amphibiens, reptiles, poissons et invertébrés partiellement protégées, ainsi que leur capture, la mise à mort et la perturbation intentionnelle de ces espèces et de leurs œufs, sauf la détention temporaire d'amphibiens ou de leurs œufs à des fins pédagogiques ou scientifiques.

Art. 148. L'utilisation de moyens de capture et de mise à mort interdits lorsque cette capture ou cette mise à mort est autorisée.

Art. 149. Introduire des souches ou des espèces animales ou végétales non indigènes (sauf les espèces servant à l'agriculture ou à la sylviculture) dans la nature ou dans les parcs à gibier.

Art. 150. Tuer, chasser, piéger ou déranger les espèces dans les réserves naturelles.

Art. 151. Tout fait susceptible de porter intentionnellement atteinte à certaines espèces végétales ainsi qu'à leur habitat, ainsi que le commerce ou toute autre utilisation de ces espèces.

Art. 152. Couper, déraciner, mutiler des arbres ou arbustes et endommager le tapis végétal dans les réserves naturelles, sauf dans le cas où c'est prévu par un plan de gestion.

Art. 153. Planter ou replanter des résineux, laisser se développer leurs semis ou les maintenir, et ce, à moins de 6 mètres de tout cours d'eau.

Section 5. Infractions prévues en vertu de la loi du 18 juillet 1973 sur la lutte contre le bruit.

(3ème catégorie)

Art. 154. Créer directement ou indirectement ou laisser perdurer une nuisance sonore dépassant les normes fixées par le Gouvernement.

Section 6. Infractions prévues en vertu du code de l'environnement en ce qui concerne les modalités des enquêtes publiques. (4ème catégorie)

Art. 155. Faire entrave à l'enquête publique ou soustraire à l'examen du public des pièces du dossier soumis à enquête publique.

Section 7. Infractions prévues par la loi du 28.12.1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique. (3ème catégorie)

Art. 156. Celui qui détient un bien qui est à l'origine d'une forme de pollution interdite par le Gouvernement.

Art. 157. Celui qui ne respecte pas les mesures contenues dans le plan d'action arrêté pour la qualité de l'air ambiant.

Art. 158. Celui qui enfreint les dispositions prises par le Gouvernement pour réduire structurellement la pollution atmosphérique, notamment les dispositions visant à restreindre et, dans certains cas, interdire certaines formes de pollution, ou réglementant ou interdisant l'emploi d'appareils ou de dispositifs susceptibles de créer une pollution.

Art. 159. Celui qui enfreint les dispositions prises par le Gouvernement pour réduire la pollution atmosphérique en cas de pic de pollution dû à un dépassement des normes relatives de qualité de l'air ambiant.

Section 8. Infractions en matière de voies hydrauliques. (3ème catégorie)

Art. 160. Celui qui empiète sur le domaine public régional des voies hydrauliques ou accomplit un des actes visés à l'article D.51 du Code de l'Environnement ou tout autre acte portant ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine sans déclaration ou permis d'environnement ou sans autorisation écrite du gestionnaire.

Art. 161. Celui qui dérobe des matériaux entreposés, pour les besoins de la voirie, sur le domaine public régional des voies hydrauliques.

Art. 162. Celui qui, sans autorisation écrite du gestionnaire et d'une façon non conforme à la destination du domaine public régional des voies hydrauliques, occupe tout ou partie du domaine public régional des voies hydrauliques.

Art. 163. Celui qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, organise des manifestations récréatives, sportives ou touristiques sur le domaine régional des voies hydrauliques.

Art. 164. Celui qui se livre à la pratique d'une activité récréative, sportive ou touristique sur le domaine public régional des voies hydrauliques sans respecter les conditions fixées par le Gouvernement Wallon.

Art. 165. Celui qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, place des panneaux réclames ou publicités quelconques sur le domaine public régional des voies hydrauliques.

Art. 166. Celui qui, étant propriétaire, locataire ou usager de terrains situés dans les vallées submersibles désignées par le gestionnaire, en période de crues, omet d'enlever tout dépôt de produits

agricoles ou de matériel susceptible d'être entraîné par les flots et de causer la destruction ou la dégradation des ouvrages d'art provisoires ou définitifs établis sur ces voies hydrauliques.

Art. 167. Celui qui menace la viabilité du domaine public régional des voies hydrauliques ou celle des ouvrages, installations, plantations établis sur ledit domaine en pilotant un bâtiment flottant sans adapter sa conduite à la conformation dudit domaine ou aux instructions des fonctionnaires visés à l'article D.425, alinéa 1er du Code de l'Environnement.

CHAPITRE X– DES PEINES, SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET DISPOSITIONS FINALES

Art. 168. Les infractions aux articles des chapitres 1 à 8 du présent règlement seront punies d'une amende administrative conformément à la Loi relative aux sanctions administratives communales du 24 juin 2013. Le fonctionnaire sanctionnateur pourra proposer une prestation citoyenne ou une médiation comme sanction alternative à l'amende conformément à cette même loi.

Sauf, les infractions à l'article 87 §2 du présent règlement qui seront exclusivement punies d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat d'un montant de

- 55 euros pour les infractions de première catégorie ;
- 110 euros pour les infractions de deuxième catégorie ;
- 330 euros pour les infractions de quatrième catégorie,

conformément à l'arrêté royal du 09 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement.

Art. 169. §1er. Les infractions aux articles du chapitre 9 du présent règlement sont passibles d'amendes administratives conformément à la procédure prévue aux articles D.160 et suivants du Code de l'environnement.

§2. Les infractions visées aux articles 111 et 112 du chapitre 9 du présent règlement font l'objet de la procédure prévue pour les infractions de 2ème catégorie et sont passibles d'une amende de 50 à 100.000 euros.

§3. Les infractions visées aux articles 113 à 126; 131; 139 à 152; 154 et 156 à 167 du chapitre 9 du présent règlement font l'objet de la procédure prévue pour les infractions de 3ème catégorie et sont passibles d'une amende de 50 à 10.000 euros.

§4. Les infractions visées aux articles 127 à 130; 132 à 138; 153; 155 du chapitre 9 du présent règlement font l'objet de la procédure prévue pour les infractions de 4ème catégorie et sont passibles d'une amende de 1 à 1.000 euros.

Art. 170. Conformément au protocole signé avec le procureur du Roi de l'arrondissement du Luxembourg, les infractions aux articles des chapitre 1 à 8 du présent règlement, commises par des mineurs de plus de 14 ans, feront exclusivement l'objet de poursuites pénales.

Art. 171. Le Collège Communal pourra en cas d'infraction au présent règlement, prononcer la suspension administrative, le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune ou la fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif après avoir adressé un avertissement conformément à la loi relative aux sanctions administratives communales du 24 juin 2013.

Art 171 bis. Conformément aux dispositions de la nouvelle loi communale, le bourgmestre peut décider, en cas de trouble à l'ordre public causé par des comportements individuels ou collectifs, ou en cas d'infractions répétées aux règlements et ordonnances du conseil communal commises dans un même lieu ou à l'occasion d'événements semblables, et impliquant un trouble à l'ordre public ou une incivilité, d'une INTERDICTION TEMPORAIRE DE LIEU d'un mois, renouvelable deux fois, à l'égard du ou des auteurs de ces comportements.

La dite interdiction doit être motivée conformément au prescrit des § 3 et 4 de l'article 134 sexies de la nouvelle loi communale.

Le non respect de la dite interdiction de lieu est passible d'une amende administrative telle que prévue par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Art 172. Conformément à l'article D159 du Code de l'Environnement, une transaction peut être proposée au contrevenant aux articles du chapitre 9 moyennant accord de celui-ci et pour autant que le

fait n'ait pas causé de dommage à autrui. La somme est perçue soit immédiatement, soit dans un délai de cinq jours ouvrables.

Art. 173. Le présent règlement général de police entrera en vigueur le 13 octobre 2014.

Art. 174. Les règlements communaux antérieurs dont les dispositions entrent en concurrence au présent sont abrogés à cette date.

Notes

1. Les règlements communaux antérieurs prévoyant une heure de fermeture des cafés restent d'application dans leurs communes respectives.

2. Le règlement communal concernant la gestion des déchets reste également d'application dans chaque commune.

3. Le règlement communal relatif aux modalités de raccordement à l'égout reste valable dans chaque commune. De plus, le non-respect de celui-ci peut être sanctionné sur base de l'article 115 du présent règlement général de police.

5. Vente de terrains communaux – Décisions de principe

1) Vente d'une parcelle communale à Sainte Marie - Décision de principe

Vu la volonté du Collège communal de vendre des parcelles communales enclavées entre des parcelles privées ainsi que des parcelles communales occupées par des citoyens ;

Vu sa proposition faite à Monsieur Francis Jacob, domicilié rue Sainte Marie, 31 à 6690 Vielsalm d'acquérir la parcelle communale cadastrée Vielsalm 2^{ème} Division, Section F, numéro 622/2 qui est située directement entre son habitation et la voirie et qui mesure 106m² ;

Vu les plans joints en annexe à la présente ;

Considérant que cette parcelle ne revêt d'aucune utilité pour la Commune et que sa vente est donc préconisée dans le cadre d'une bonne gestion du patrimoine communal ;

Vu l'échange de vues entre les membres du Conseil communal ;

Vu le Code de Démocratie locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-3 ;

DECIDE à l'unanimité

1. D'approuver le principe de la vente de la parcelle cadastrée 2F622/2 ;

2. De désigner un géomètre-expert au terme d'une procédure de marché public de services afin de procéder à l'estimation de la parcelle communale susmentionnée ;

3. De charger le Collège communal de procéder aux formalités et publicités habituelles.

2) Vente d'une parcelle communale à Ville du Bois - Décision de principe

Vu la volonté du Collège communal de vendre des parcelles communales enclavées entre des parcelles privées ainsi que des parcelles communales occupées par des citoyens ;

Vu sa proposition faite à Monsieur Jean-Michel Gérardy, domicilié Ville-du-Bois 51 à 6690 Vielsalm, d'acquérir la parcelle communale cadastrée Vielsalm 1^{ème} Division, Section B, numéro 208/2 qui est située directement à côté de son habitation et qui mesure 44m² ;

Vu les plans joints en annexe à la présente ;

Considérant que cette parcelle ne revêt d'aucune utilité pour la Commune et que sa vente est donc préconisée dans le cadre d'une bonne gestion du patrimoine communal ;

Vu l'échange de vues entre les membres du Conseil communal ;

Vu le Code de Démocratie locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-3 ;

DECIDE à l'unanimité

1. D'approuver le principe de la vente de la parcelle cadastrée 1B280/2 ;

2. De désigner un géomètre-expert au terme d'une procédure de marché public de services afin de procéder à l'estimation de la parcelle communale susmentionnée ;

3. De charger le Collège communal de procéder aux formalités et publicités habituelles.

3) Vente d'une parcelle communale à Petit-Thier – Décision de principe

Vu la demande de Monsieur Guy Richter, domicilié Cahay, 18 à 6690 Vielsalm, d'acquérir une parcelle communale cadastrée Vielsalm 4^{ème} Division Section A n°1098 C qui est située directement

entre son terrain et la voirie, qui est en zone agricole au plan de secteur et qui a une contenance de 263m² ;

Vu la volonté du Collège communal de vendre des parcelles communales enclavées entre des parcelles privées ainsi que des parcelles communales occupées par des citoyens ;

Vu le plan joint en annexe à la présente ;

Considérant que cette parcelle ne revêt aucune utilité pour la Commune ;

Vu le Code de Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment son article L1122-30 ;

DECIDE à l'unanimité

1. D'approuver le principe de la vente de la parcelle cadastrée 4A1098C ;
2. De désigner un géomètre-expert au terme d'une procédure de marché public de services afin de procéder à l'estimation de la parcelle communale susmentionnée ;
3. De charger le Collège communal de procéder aux formalités et publicités habituelles.

4) Vente d'une parcelle communale à Provedroux – Décision de principe

Vu la demande de Madame Jacqueline Gillissen, domiciliée Braunlauf, 49C à 4791 Burg-Reuland, d'acquérir une parcelle communale cadastrée Vielsalm 2^{ème} Division Section F n°869 qui est en zone agricole au plan de secteur et qui a pour contenance 930m² ;

Vu la volonté du Collège communal de vendre des parcelles communales enclavées entre des parcelles privées ainsi que des parcelles communales occupées par des citoyens ;

Vu le plan joint en annexe à la présente ;

Considérant que cette parcelle ne revêt aucune utilité pour la Commune ;

Vu le Code de Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment son article L1122-30 ;

DECIDE à l'unanimité

1. D'approuver le principe de la vente de la parcelle cadastrée 2F869 ;
 2. De désigner un géomètre-expert au terme d'une procédure de marché public de services afin de procéder à l'estimation de la parcelle communale susmentionnée ;
 3. De charger le Collège communal de procéder aux formalités et publicités habituelles.
- 4) *Vente d'une parcelle communale à Petit-Thier - Décision de principe*

Vu la volonté du Collège communal de vendre des parcelles communales enclavées entre des parcelles privées ainsi que des parcelles communales occupées par des citoyens ;

Vu sa proposition faite à Monsieur Roger Englebert, domicilié rue du Centre 51 à Petit-Thier, d'acquérir la parcelle communale cadastrée Vielsalm 4^{ème} Division, Section A, numéro 1098A qui est située directement entre son terrain en Zone d'habitat rural et la voirie ayant pour contenance 162m² ;

Vu les plans joints en annexe à la présente ;

Considérant que cette parcelle ne revêt d'aucune utilité pour la Commune et que sa vente est donc préconisée dans le cadre d'une bonne gestion du patrimoine communal ;

Vu l'échange de vues entre les membres du Conseil communal ;

Vu le Code de Démocratie locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-3 ;

DECIDE à l'unanimité

1. D'approuver le principe de la vente de la parcelle cadastrée 4A1098A ;
2. De désigner un géomètre-expert au terme d'une procédure de marché public de services afin de procéder à l'estimation de la parcelle communale susmentionnée ;
3. De charger le Collège communal de procéder aux formalités et publicités habituelles.

5) *Vente d'une parcelle communale à Hébronval - Décision de principe*

Vu la volonté du Collège communal de vendre des parcelles communales enclavées entre des parcelles privées ainsi que des parcelles communales occupées par des citoyens ;

Vu sa proposition faite à Monsieur Denis Cougnet, domicilié Hébronval, 58 à 6690 Vielsalm, à Madame Marie Remy, domiciliée rue de la station 71/51 à 4430 Ans et à Monsieur Dimitri

Lesenfants, domicilié Hébronval 58A à 6690 Vielsalm, d'acquérir la parcelle communale cadastrée Vielsalm 2^{ème} Division, Section B, numéro 178 T qui est située à côté de son terrain, en Zone d'habitat rural et ayant pour contenance 840m² ;

Vu que Madame Marie Remy n'a encore répondu à ce jour ;

Vu que Messieurs Lesenfants et Cougnet étaient tous les deux intéressés par l'acquisition de la parcelle communale ;

Vu que Monsieur le Bourgmestre a pris contact avec Monsieur Cougnet ;

Vu que Monsieur Lesenfants n'est plus intéressé ;

Vu les plans joints en annexe à la présente ;

Considérant que cette parcelle ne revêt d'aucune utilité pour la Commune et que sa vente est donc préconisée dans le cadre d'une bonne gestion du patrimoine communal ;

Vu l'échange de vues entre les membres du Conseil communal ;

Vu le Code de Démocratie locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-3 ;

DECIDE à l'unanimité

1. D'approuver le principe de la vente de la parcelle cadastrée 2B178T ;
2. De désigner un géomètre-expert au terme d'une procédure de marché public de services afin de procéder à l'estimation de la parcelle communale susmentionnée ;
3. De charger le Collège communal de procéder aux formalités et publicités habituelles.

6. Mise à disposition d'un bien communal au Tiennemesse – Asbl « La Salmiote » - Décision

Vu la demande formulée par l'Asbl « La Salmiote », société de pêche, représentée par Messieurs Jules Bonmariage et Jean Hemroulle, tendant à obtenir la mise à disposition de l'étang situé au lieu dit « Tiennemesse » cadastré Vielsalm 1ère Division, Section E numéro 15W et 15G2 ;

Considérant que les représentants de l'association précitée indiquent vouloir y effectuer quelques travaux de curage et de nettoyage du lieu ;

Considérant que cet étang permettrait à l'avenir d'organiser la formation et l'initiation des jeunes à la pêche à la ligne ;

Vu l'objectif pédagogique poursuivi ;

Considérant que ce site n'est actuellement pas occupé par d'autres associations ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Par ces motifs ;

DECIDE à l'unanimité

1. De conclure une convention d'occupation à titre précaire et temporaire de l'étang situé au lieu dit « Tiennemesse » cadastré Vielsalm 1ère Division, Section E numéro 15W et 15G2 entre la Commune de Vielsalm et l'Asbl « La Salmiote », société de pêche, représentée par Messieurs Jules Bonmariage et Jean Hemroulle ;
2. Cette occupation du domaine communal se fera à titre gratuit ;
3. La présente convention entrera en vigueur au 1er septembre 2016.

7. Ancienne caserne « Ratz » de Rencheux – Mise en œuvre du dossier « micro-zone » -

Aménagement du parade ground – Reprise de l'éclairage public – Décision

Considérant que les travaux d'aménagement du parade ground dans le cadre du dossier « Micro-zone de la caserne Ratz à Rencheux », réalisés par l'entreprise Adams P., Blausteinstraße 7 à 4780 Recht, sont terminés ;

Considérant que ces travaux ont été réalisés à l'initiative de l'intercommunale Idelux ;

Vu le courriel reçu le 12 juillet 2016 par lequel l'entreprise Adams informe qu'afin d'obtenir la réception technique des installations électriques, elle doit rentrer un dossier complet à la société ORES comprenant la demande de reprise d'une installation d'éclairage public par la Commune de Vielsalm ;

Vu la demande de reprise d'une installation d'éclairage public complétée par l'Administration communale de Vielsalm ;

Considérant que Monsieur Michel Bock, représentant de la société ORES, informe que toutes les installations d'éclairage public doivent être reprises dans le parc d'éclairage communal et que les consommations sont prises en charge par la Commune ;

Considérant de plus que Monsieur Bock précise que l'installation placée à la caserne est entièrement équipée d'éclairage LED et que les consommations seront donc très faibles ;

DECIDE à l'unanimité

De marquer son accord sur la reprise de l'éclairage public installé dans le cadre du dossier « Micro-zone de la caserne Ratz à Rencheux ».

8. Eclairage public – Ajout d'un point lumineux à Ville-du-Bois – Décision

Vu le courriel reçu le 19 mai 2016 par lequel Monsieur Jean-Claude Rousseau, représentant l'asbl « Les Cawès », demande le placement d'un point lumineux sur le poteau existant au coin du mur de la propriété cadastrée Vielsalm 1ère division Section B n° 20 T, pour une raison de sécurité et de visibilité au niveau de la salle du village ;

Vu le plan de situation ;

Vu le devis reçu le 28 juin 2016 de la société ORES pour le placement du point lumineux précité, s'élevant à 567,33 € TVAC ;

Considérant qu'un crédit est inscrit à l'article 426/732-54 (n° de projet 20160031) du service extraordinaire du budget 2016 pour les dépenses relatives à l'éclairage public ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

DECIDE à l'unanimité

1. D'approuver l'ajout d'un point lumineux sur un poteau existant à Ville-du-Bois, à hauteur de la parcelle cadastrée Vielsalm 1ère division Section B n° 20 T ;
 2. Le marché sera passé sous la forme de la procédure négociée sans publicité ;
 3. De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 421/741-52 (n° de projet 20160031) du service extraordinaire du budget 2016.
-

9. Ancrage communal – Aménagement d'appartements dans la gare de Vielsalm – Marché public de travaux – Plans, devis et cahier des charges – Mode de passation – Approbation
Ce point est retiré.

10. Fourniture de matériel de sécurité routière – Marché public de fournitures – Adhésion à la centrale de marchés de la Province de Luxembourg – Approbation

Vu le courrier reçu le 16 juin 2016 par lequel les Provinces de Luxembourg et de Liège informent qu'elles ont réalisé une centrale de marché de fourniture de matériel de sécurité routière pour les besoins des provinces de Luxembourg et de Liège et autres entités publiques situées sur le territoire ;

Considérant que cette centrale de marché a été attribuée à la société Eurosign SA, Rue Ernest Montellier 20 à 5380 Fernelmont, et qu'elle est opérationnelle jusqu'au 31 décembre 2018 ;

Vu le tableau reprenant les différents matériels, leurs spécificités et leurs prix ;

Vu le courrier reçu le 08 juillet 2016 par lequel la Province de Luxembourg transmet le descriptif technique des produits proposés dans le tableau précité ;

Considérant que le marché de fournitures pour l'achat de panneau de signalisation passé par la Commune de Vielsalm est arrivé à échéance le 22 août 2016 ;

Considérant que le montant total de ce marché, jusqu'au 31 décembre 2018 s'élève à 35.000 € TVAC

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 421/741-52 (n° de projet 20160024) du service extraordinaire du budget 2016 et sera inscrit aux budgets 2017 et 2018 ;

Vu la communication du dossier au Receveur régional faite en date du 09 août 2016 conformément à l'article L 1124-40, §1, 3° et 4° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que le Receveur régional a rendu un avis favorable en date du 11 août 2016 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

DECIDE à l'unanimité

D'adhérer à la centrale de marchés publics réalisée par les Provinces de Luxembourg et de Liège relative à la fourniture de matériel de sécurité routière ;

De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 421/741-52 (n° de projet 20160024) du service extraordinaire du budget 2016 et qui sera inscrit aux budgets 2017 et 2018.

11. Appel à projets "La Wallonie à vélo" - Aménagement d'un abri et de parkings pour vélos au camping communal de Grand-Halleux - Marché public de fournitures – Cahier spécial des charges et estimation – Mode de passation – Approbation

Vu l'appel à projet lancé le 07 décembre 2015 par le Ministre en charge du tourisme, pour l'Année à thème « La Wallonie à vélo », pour l'acquisition d'équipements destinés à l'accueil des cyclistes chez les opérateurs touristiques ;

Vu le dossier de candidature transmis au Commissariat Général au Tourisme le 12 février 2016 portant sur l'aménagement d'un abri et d'un parking pour vélos avec bornes de rechargement au camping communal « Les Neufs Prés » à Grand-Halleux » ;

Vu le courriel reçu le 03 juin 2016 par lequel Monsieur Jean-François Collin, Secrétaire Particulier, Responsable de la Cellule Ruralité du Gouvernement wallon, informe que le projet précité est retenu et qu'une subvention d'un montant de 16.260 € est octroyée à la Commune de Vielsalm ;

Vu le cahier des charges relatif au marché de fournitures pour l'aménagement d'un abri et de parkings pour vélos au camping communal de Grand-Halleux dans le cadre de l'appel à projets précité établi par le service marchés publics ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Acquisition d'un abri fermé pour vélos), estimé à 27.500,00 € TVAC ;

* Lot 2 (Systèmes de rangement pour vélos), estimé à 2.000,00 € TVAC ;

* Lot 3 (Bornes électriques pour vélos), estimé à 3.000,00 € TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 32.500,00 € TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 764/685-51 (n° de projet 20160101) du service extraordinaire du budget 2016 ;

Considérant la communication du dossier au Receveur régional faite en date du 18 juillet 2016 conformément à l'article L 1124-40, §1, 3° et 4° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que le Receveur régional a rendu un avis favorable le 20 juillet 2016 ;

Entendu Monsieur Rion concernant le matériau à retenir pour l'abri qui devrait être en bois local plutôt qu'en Méranti ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

DECIDE à l'unanimité

1. De retenir la proposition susmentionnée de Monsieur Rion au point de vue du matériau à utiliser pour l'abri ;
2. D'approuver le cahier des charges et le montant estimé du marché de fournitures pour l'aménagement d'un abri et de parkings pour vélos au camping communal de Grand-Halleux dans le cadre de l'appel à projets 2016 "La Wallonie à vélo", établis par le service marchés publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 32.500,00 € TVAC ;
3. De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;
4. De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 764/685-51 (n° de projet 20160101) du service extraordinaire du budget 2016.

12. Budget communal – Modifications budgétaires n° 1 – Approbation par l'autorité de tutelle – Notification

Le Conseil communal PREND ACTE de l'arrêté du 27 juin 2016 par lequel le Ministre Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville indique que les modifications budgétaires n° 1 de l'exercice 2016, votées en séance du Conseil communal le 23 mai 2016 sont réformées.
Le Conseil communal PREND ACTE des modifications apportées aux services ordinaire et extraordinaire du budget 2016, par Monsieur le Ministre Furlan.

13. Convention d'adhésion au « Panathlon Wallonie-Bruxelles » - Renouvellement – Décision

Vu sa délibération du 25 mars 2013 décidant de souscrire à la convention d'adhésion pour une durée de 3 ans au Panathlon Wallonie-Bruxelles ;

Vu la proposition de renouvellement de cette convention pour une nouvelle période de trois ans ;

Vu les actions menées par l'association afin d'intégrer au mieux les valeurs d'égalité, de partage et le fair play au niveau sportif ;

Vu la déclaration du Panathlon sur l'éthique du sport pour la jeunesse qui contient les engagements suivants :

- La volonté de promouvoir les valeurs positives dans le sport chez les jeunes par un effort soutenu et une bonne programmation ;
- La persévérance dans leurs efforts pour éliminer toutes formes de discriminations dans le sport des jeunes ;
- La reconnaissance et l'acceptation du fait que le sport peut également créer des effets négatifs et que des mesures préventives et répressives sont nécessaires afin de protéger les enfants ;
- L'acceptation du soutien de sponsors et des médias, en harmonie avec les objectifs fondamentaux du sport chez les jeunes ;
- L'entérinement d'une Charte du Panathlon des Droits de l'Enfant dans le Sport ;

Considérant que la cotisation annuelle de soutien à l'asbl se monte à 400 euros pour les Communes et Villes de moins de 20.000 habitants ;

Vu l'échange de vues entre les membres du Conseil communal ;

DECIDE à l'unanimité

- 1) De souscrire à la convention d'adhésion pour une durée de 3 ans au Panathlon Wallonie-Bruxelles ;
- 2) De s'engager à verser la cotisation annuelle de soutien à l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles d'un montant de 400 euros ;
- 3) D'inscrire ce crédit de dépense à l'article 764/332-02 du service ordinaire du budget communal 2016 par voie de modification budgétaire.

14. Octroi de subventions - Budget 2016 - Service ordinaire – Approbation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Vu la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant que les associations reprises dans le tableau ci-dessous ont introduit, par lettre, une demande de subvention :

Article	Libellé Tiers	Montant TTC
334/332-02	Crinières Argentées asbl	125,00 €
561/33201-02	Infosalm asbl - Syndicat d'Initiative de Vielsalm	40.000,00 €
561/33202-02	Maison du Tourisme Gouvy-Vielsalm	6.000,00 €
621/321-01	A.R.E.D.B.	575,00 €
621/321-01	Service de remplacement "Ardennes-Eifel" asbl	175,00 €
762/332-02	83 RD Thunderboald Division asbl	250,00 €
762/332-02	ACRF Ménagères section Grand-Halleux	50,00 €
762/332-02	ALIZE asbl -Oxfam	500,00 €
762/332-02	Brass Band - Les Echos de la Salm	400,00 €
762/332-02	CANTA SALMA	400,00 €
762/332-02	CERCLE NUMISMATIQUE VAL DE SALM	175,00 €
762/332-02	Comité des fêtes de Vielsalm asbl	1.500,00 €
762/332-02	LA MYRTILLE DE SALM asbl	340,00 €
762/332-02	Débuché de Vielsalm asbl	300,00 €
762/332-02	K'Pagnée dul pîre a Rezeu	150,00 €
762/332-02	La Trientale	250,00 €
762/332-02	MESA	3.000,00 €
762/332-02	Les Acteurs d'un Soir	500,00 €
762/332-02	QUARTIER DE LA GARE VIELSALM	150,00 €
762/332-02	LES COQLIS DE RENCHEUX SOCIETE ROYALE	100,00 €
762/33202-01	Val du Glain Terre de Salm asbl - Musée du Coticule	16.000,00 €
763/332-02	Mémoire d'Auschwitz asbl	75,00 €
763/332-02	Fédération Nationale Chasseurs Ardennais	1.500,00 €
763/332-02	Fraternelle Royale Chasseurs Ardennais asbl -Sec.Vielsalm	75,00 €
764/332-02	ATHENA VOLLEY-BALL asbl	1.500,00 €
764/332-02	coupe Belgique descente VTT - Freecaster/Kjerag s.a.	1.500,00 €
764/332-02	coupe d'Europe de Trec Open - Mont-le-Soie	600,00 €
764/332-02	LE FAUCON SALMIEN - SOCIETE COLOMBOPHILE	100,00 €
764/332-02	SOCIETE DE PECHE LE GLAIN	100,00 €
764/332-02	LES ARCHERS DE LA VALLEE DES MACRALLES	75,00 €
764/332-02	TENNIS CLUB SALM asbl	125,00 €
764/332-02	SALMIOTE asbl - Rivières	100,00 €
79090/332-01	Vie et Action Laique asbl	16.000,00 €
812/332-02	Association des Généralistes de l'Est Francophone asbl	1.500,00 €
844/332-02	3x20 ARBREFONTAINE - Amicale Loisirs et Voyages	70,00 €
844/332-02	3x20 DU PAYS DE SALM	1.000,00 €

849/332-02	4 à 4 asbl - chiens d'aide et d'assistance	125,00 €
849/332-02	ALTEO Salm/Ourthe	125,00 €
849/332-02	Inclusion asbl -(Anc. AFram)	125,00 €
849/332-02	ASO -Accompagnements Salm et Ourthe asbl	1.000,00 €
849/332-02	A.L.E.M. asbl -Action Luxembourg Enfance Maltraitée	500,00 €
849/332-02	A.S.P.H. Association socialiste d'aide aux Handicapés	125,00 €
849/332-02	La "S" Grand Atelier - CEC	6.500,00 €
849/332-02	LE FIDELE COMPAGNON asbl	125,00 €
849/332-02	JUJU-WINGS asbl	500,00 €
849/332-02	LIGUE BRAILLE asbl	125,00 €
849/332-02	LIGUE DES FAMILLES asbl -Comité de Vielsalm	600,00 €
849/332-02	LIGUE BELGE DE LA SCLEROSE EN PLAQUES asbl	250,00 €
849/332-02	LIRE ET ECRIRE Luxembourg asbl	500,00 €
849/332-02	Solidarité Sénégal Projet humanitaire	500,00 €
849/332/02	Farnières - Haïti asbl	1.000,00 €
849/332-02	Territoires de la Mémoire asbl	190,27 €
849/332-02	Télévie /FNRS	100,00 €
871/332-02	CROIX ROUGE DE BELGIQUE VIELSALM	500,00 €
879/332-02	INTER-ENVIRONNEMENT asbl	350,00 €
879/332-02	Natagora Asbl	120,00 €

Considérant que certaines associations qui bénéficient d'une subvention de moins de 2.500 euros ont joint à leur demande, des justifications des dépenses (factures) qui seront couvertes par la subvention, conformément à l'article L3331-3, § 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que certaines associations qui bénéficient d'une subvention égale ou supérieure à 2.500 euros ont joint à leur demande, les comptes et budgets, conformément à l'article L3331-3, § 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que les associations qui n'ont pas joint à leur demande les pièces justificatives mentionnées dans les deux paragraphes précédents, doivent fournir celles-ci pour le 15 janvier 2017, pour les subventions inférieures à 2.500 euros et pour le 30 septembre 2017, pour les subventions égales ou supérieures à 2.500 euros ;

Qu'à défaut, elles devront restituer la subvention perçue pour l'année 2016 et qu'à défaut de remboursement, elles ne pourront se voir octroyer de subvention pour l'année 2017 ;

Considérant que les associations reprises dans le tableau ci-dessus ne doivent pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que les subventions sont octroyées à des fins d'intérêt public ;

Vu les articles budgétaires concernés, tels que repris dans le tableau précité, du service ordinaire du budget de l'exercice 2016 ;

Sur proposition du Collège communal ;

DECIDE à l'unanimité

Article 1^{er} : La Commune de Vielsalm octroie une subvention aux associations suivantes :

Article	Libellé Tiers	Montant TTC
334/332-02	Crinières Argentées asbl	125,00 €
561/33201-02	Infosalm asbl - Syndicat d'Initiative de Vielsalm	40.000,00 €

561/33202-02	Maison du Tourisme Gouvy-Vielsalm	6.000,00 €
621/321-01	A.R.E.D.B.	575,00 €
621/321-01	Service de remplacement "Ardennes-Eifel" asbl	175,00 €
762/332-02	83 RD Thunderboald Division asbl	250,00 €
762/332-02	ACRF Ménagères section Grand-Halleux	50,00 €
762/332-02	ALIZE asbl -Oxfam	500,00 €
762/332-02	Brass Band - Les Echos de la Salm	400,00 €
762/332-02	CANTA SALMA	400,00 €
762/332-02	CERCLE NUMISMATIQUE VAL DE SALM	175,00 €
762/332-02	Comité des fêtes de Vielsalm asbl	1.500,00 €
762/332-02	LA MYRTILLE DE SALM asbl	340,00 €
762/332-02	Débuché de Vielsalm asbl	300,00 €
762/332-02	K'Pagnée dul pîre a Rezeu	150,00 €
762/332-02	La Trientale	250,00 €
762/332-02	MESA	3.000,00 €
762/332-02	Les Acteurs d'un Soir	500,00 €
762/332-02	QUARTIER DE LA GARE VIELSALM	150,00 €
762/332-02	LES COQLIS DE RENCHEUX SOCIETE ROYALE	100,00 €
762/33202-01	Val du Glain Terre de Salm asbl - Musée du Coticule	16.000,00 €
763/332-02	Mémoire d'Auschwitz asbl	75,00 €
763/332-02	Fédération Nationale Chasseurs Ardennais	1.500,00 €
763/332-02	Fraternelle Royale Chasseurs Ardennais asbl -Sec.Vielsalm	75,00 €
764/332-02	ATHENA VOLLEY-BALL asbl	1.500,00 €
764/332-02	coupe Belgique descente VTT - Freecaster/Kjerag s.a.	1.500,00 €
764/332-02	coupe d'Europe de Trec Open - Mont-le-Soie	600,00 €
764/332-02	LE FAUCON SALMIEN - SOCIETE COLOMBOPHILE	100,00 €
764/332-02	SOCIETE DE PECHE LE GLAIN	100,00 €
764/332-02	LES ARCHERS DE LA VALLEE DES MACRALLES	75,00 €
764/332-02	TENNIS CLUB SALM asbl	125,00 €
764/332-02	SALMIOTE asbl - Rivières	100,00 €
79090/332-01	Vie et Action Laique asbl	16.000,00 €
812/332-02	Association des Généralistes de l'Est Francophone asbl	1.500,00 €
844/332-02	3x20 ARBREFONTAINE - Amicale Loisirs et Voyages	70,00 €
844/332-02	3x20 DU PAYS DE SALM	1.000,00 €
849/332-02	4 à 4 asbl - chiens d'aide et d'assistance	125,00 €
849/332-02	ALTEO Salm/Ourthe	125,00 €
849/332-02	Inclusion asbl -(Anc. AFram)	125,00 €

849/332-02	ASO -Accompagnements Salm et Ourthe asbl	1.000,00 €
849/332-02	A.L.E.M. asbl -Action Luxembourg Enfance Maltraitée	500,00 €
849/332-02	A.S.P.H. Association socialiste d'aide aux Handicapés	125,00 €
849/332-02	La "S" Grand Atelier - CEC	6.500,00 €
849/332-02	LE FIDELE COMPAGNON asbl	125,00 €
849/332-02	JUJU-WINGS asbl	500,00 €
849/332-02	LIGUE BRAILLE asbl	125,00 €
849/332-02	LIGUE DES FAMILLES asbl -Comité de Vielsalm	600,00 €
849/332-02	LIGUE BELGE DE LA SCLEROSE EN PLAQUES asbl	250,00 €
849/332-02	LIRE ET ECRIRE Luxembourg asbl	500,00 €
849/332-02	Solidarité Sénégal Projet humanitaire	500,00 €
849/332/02	Farnières - Haïti asbl	1.000,00 €
849/332-02	Territoires de la Mémoire asbl	190,27 €
849/332-02	Télévie /FNRS	100,00 €
871/332-02	CROIX ROUGE DE BELGIQUE VIELSALM	500,00 €
879/332-02	INTER-ENVIRONNEMENT asbl	350,00 €
879/332-02	Natagora Asbl	120,00 €

Article 2 : Les bénéficiaires utilisent la subvention aux fins figurant dans la demande de subside ;

Article 3 : Pour justifier l'utilisation des subventions inférieures à 2.500 euros, les bénéficiaires produisent pour le 15 janvier 2017 une ou plusieurs pièces justificatives (factures) dont le montant total doit être au moins équivalent au montant de la subvention ;

Article 4 : Pour justifier l'utilisation des subventions égales ou supérieures à 2.500 euros, les bénéficiaires produisent pour le 30 septembre 2017 au plus tard, les compte 2016 et budget 2017 de l'association ;

Article 5 : Les subventions sont engagées sur les articles tels que mentionnés dans le tableau ci-dessus, du service ordinaire du budget de l'exercice 2016.

Article 6 : Le Collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire. Toute subvention octroyée pour l'année 2016 non justifiée par les pièces justificatives demandées sera réclamée au bénéficiaire.

Article 7 : Une copie de la présente délibération est notifiée aux bénéficiaires.

15. Adhésion au projet « Ville Amie Démence » - Ligue Alzheimer – Décision

Vu la délibération du 13 juillet 2016 du conseil de l'Action Sociale de Vielsalm décidant à l'unanimité le principe que le CPAS de Vielsalm adhère au projet « Ville Amie Démence », encouragé par la Ligue Alzheimer, auprès des Communes et CPAS afin que ces institutions se mobilisent et agissent pour créer des aides et des soutiens spécifiques et adaptés aux personnes atteintes de démence et à leurs proches ;

Vu la présentation de ce projet par l'ASBL Ligue Alzheimer ;

Considérant que le CPAS de Vielsalm dispose d'un service social spécifique en faveur des personnes âgées de la commune ;

Considérant que le CPAS a également mis en place un « Alzheimer Café » à Vielsalm ;

Considérant que l'adhésion du CPAS de Vielsalm au projet « Ville Amie Démence » permettrait de développer de nouveaux projets dans la commune et de disposer d'agents-relais pour mettre en place certaines initiatives ;

Considérant que le projet susmentionné doit faire l'objet d'une décision communale ;

Entendu Monsieur Philippe Gérardy, Président du CPAS ;

DECIDE à l'unanimité

D'approuver l'adhésion du CPAS de Vielsalm au projet « Ville Amie Démence », encouragé par l'ASBL Ligue Alzheimer.

16. Enseignement communal – Règlement d'Ordre Intérieur – Approbation

Vu l'article 87 du Décret de la Communauté française du 06 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné (M.B.13 octobre 1994) ;

Vu le projet de Règlement d'Ordre Intérieur de l'enseignement communal de Vielsalm, tel qu'il figure en annexe à la présente;

Vu l'avis favorable émis par la COPALOC en sa séance du 03 juin 2016 sur ce projet ;

Entendu Madame Stéphanie Heyden, Echevine ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

DECIDE à l'unanimité

D'approuver le Règlement d'Ordre Intérieur de l'école fondamentale communale de Vielsalm, tel qu'il est annexé à la présente délibération.

17. Enseignement communal – Organisation de cours de langue et de natation sur fonds propres – Approbation

Cours de langue

Vu le courrier du 5 juillet 2016 de la Directrice de l'enseignement communal concernant l'organisation des cours de langue au sein de l'enseignement communal de Vielsalm pour l'année scolaire 2016-2017 ;

Considérant que les cours de langue au sein de l'enseignement communal de Vielsalm nécessitent l'organisation de 33 périodes de cours par semaine, réparties comme suit :

- 3^e maternelle, 1^{ère}, 2^e, 3^e et 4^e primaires : 13 périodes
- 5^e et 6^e primaires : 18 périodes ;

Considérant que 12 périodes sont subventionnées par le Ministère de la Communauté Française à raison de 2 périodes par implantation ;

Sur proposition du Collège communal ;

Vu les lois coordonnées sur l'enseignement ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

DECIDE à l'unanimité

D'organiser sur fonds propres 21 périodes de cours de langues du 1^{er} septembre 2016 au 30 juin 2017, au sein de l'enseignement communal de Vielsalm.

Cours de natation

Considérant que sur la base de la population scolaire au sein de l'enseignement communal, 16 périodes par semaine de cours d'éducation physique doivent être dispensées ;

Considérant que Monsieur Robert Masillon est le maître spécial d'éducation physique au sein de l'enseignement communal de Vielsalm, nommé à titre définitif ;

Considérant que ces 16 périodes sont équitablement réparties en 8 périodes d'éducation physique et 8 périodes de natation ;

Considérant que le 18 mars 2016, le Collège communal a reçu la fiche médicale de la Médecine du Travail, l'Asbl « MENSURA », indiquant que Monsieur Masillon était « interdit de piscine » pour raison médicale ;

Considérant que Monsieur Masillon n'a pas remis de certificat médical pour cette incapacité à dispenser les cours de natation ;

Vu le courrier reçu le 09 août 2016 par lequel Madame Lisa Salomonowicz, Directrice générale à la Fédération Wallonie Bruxelles, fait part des éléments d'information et d'appréciation suivants :

- il n'est pas possible de considérer que Monsieur Masillon n'est plus apte à assurer sa fonction de maître d'éducation physique et de le faire convoquer à un examen médical auprès du MEDEX pour une mise éventuelle à la pension anticipée ;

- le Pouvoir Organisateur de l'enseignement communal de Vielsalm est lié par la décision rendue par la Médecine de travail, de telle sorte qu'il convient de considérer Monsieur Masillon

comme n'étant plus apte à dispenser des cours de natation mais restant apte à dispenser toutes les autres activités faisant partie du cours d'éducation physique ;

- la décision de l'Asbl « MENSURA » n'emporte aucune conséquence statutaire pour l'intéressé
- la demande de mise à la pension prématurée pour raison de santé ne peut être sollicitée que si le membre du personnel concerné se trouve en disponibilité pour cause de maladie, ce qui n'est pas le cas de Monsieur Masillon ;

Considérant que le cours de natation étant inscrit dans le projet d'établissement de l'enseignement communal de Vielsalm, il doit être dispensé ;

Considérant que la seule solution consiste à prendre en charge sur fonds propres l'organisation de 8 périodes par semaine de cours de natation ;

Vu l'échange de vues entre les membres du Conseil communal ;

Vu les lois coordonnées sur l'enseignement ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal ;

DECIDE à l'unanimité

D'organiser sur fonds propres 8 périodes par semaine de cours de natation du 12 septembre 2016 au 30 juin 2017, au sein de l'enseignement communal de Vielsalm.

18. Octroi d'une subvention –Service extraordinaire du budget 2016 – Tennis de Table de Petit-Thier - Approbation

Ce point, non inscrit à l'ordre du jour, est accepté en urgence à l'unanimité des membres présents.

Vu le déménagement du club de tennis de table de Petit-Thier dans un local du Centre de Rencontre et d'Hébergement Don Bosco à Farnières ;

Considérant qu'il convient de réaliser des travaux d'aménagement afin que ce local à Farnières soit conforme à la réglementation applicable pour la pratique du tennis de table ;

Vu la proposition du Bourgmestre d'octroyer un subside extraordinaire au club d'un montant de 2.000 € ;

Vu les documents financiers de l'association de faits « Tennis de Table de Petit-Thier », transmis à l'Administration communale conformément aux articles L3331-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par les communes et les provinces;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

DECIDE à l'unanimité

- d'octroyer au club « Tennis de Table de Petit-Thier » un subside de 2.000 € pour financer les travaux d'aménagement et de mise aux normes d'un local du CRH Don Bosco à Farnières.
 - Cette dépense sera inscrite à l'article 764/522-52/20160048 du service extraordinaire du budget communal 2016.
-

19. Procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 2016 – Approbation

Le Conseil communal APPROUVE à l'unanimité des membres le procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 2016, tel que rédigé par la Directrice générale.

20. Divers

Intervention de Monsieur F. Rion

Monsieur Rion intervient concernant la taxe communale sur les panneaux publicitaires et sur la présence de panneaux de grands formats placés par le centre commercial Knauf.

Intervention de Monsieur J. Gennen

Monsieur Gennen intervient concernant certaines interpellations qu'il a reçues concernant la manifestation musicale « Havana garden », qui s'est tenue les 14 et 15 août 2016 à Vielsalm.
